

# ***l'Anti*capitaliste**

n°628 | 15 septembre 2022 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**AUGMENTER  
LES SALAIRES**

**PARTAGER  
LE TEMPS  
DE TRAVAIL**



# **COMBATTRE LE CHÔMAGE**

## **PAS LES CHÔMEUR·EUSE·S**

### **Dossier**

**Résister à la nouvelle  
attaque contre  
l'assurance chômage**

Pages 6 et 7

### **ÉDITO**

La «gauche du travail»  
on connaît déjà, ça s'appelle  
la droite Page 2

### **PREMIER PLAN**

Chili. Comprendre le rejet  
de la nouvelle Constitution  
Page 2



### **ACTU INTERNATIONALE**

Néocolonialisme. La tournée  
(franç)afrique de Macron Page 5

### **LIBRE EXPRESSION**

Mort de la reine Élisabeth II:  
une contribution de Martin Clarke  
(Anticapitalist Resistance)

Page 12



édito

Par PHILIPPE POUTOU

## La «gauche du travail» on connaît déjà, ça s'appelle la droite

Pas facile d'être de gauche par les temps qui courent. On le voit avec un PS qui tente de faire oublier ses trahisons et ses politiques antisociales, d'un passé même récent, avec son référendum pour une taxe sur les «superprofits», comme s'il ne s'agissait pas de tout reprendre aux profiteurs exploités. Et comme si le meilleur référendum n'était pas notre nombre dans la rue et les grèves. Et puis on le voit avec Roussel, porte-parole en chef du PC, qui multiplie les déclarations surprenantes et provocantes, sur la police ou les migrantEs qui ont vocation à partir s'ils n'obtiennent pas l'asile... Dernière en date, sa sortie qui fait beaucoup réagir au sein de la Nupes et au-delà, sur la «France du travail», euh non, sur la «gauche du travail» en opposition à la «gauche des allocs». Cela sonne bien réac, bien dans le sens du vent des préjugés et du mépris social des dominants. La drôle d'idée serait de vouloir se réapproprié la notion de «travail» en la positivant, oubliant qu'à la base il s'agit, dans un monde capitaliste, d'oppression et de souffrance.

S'il faut choisir, nous sommes clairement de la gauche des «allocs» et des précaires, parce que c'est celle de la lutte contre la brutalité capitaliste, celle de la protection sociale, de la redistribution des richesses et du partage du travail, de la retraite à 55 ans et du revenu à vie, de la remise en cause du pouvoir patronal et de la propriété des capitalistes, celle de l'émancipation des rapports d'exploitation. Ces polémiques sont en réalité bien utiles car elles mettent en évidence des désaccords politiques de fond. Ça aide à discuter ainsi plus précisément de la gauche qu'il nous faudrait reconstruire, des «outils» militants dont nous avons besoin, de la nécessaire auto-organisation de notre camp social.

Pour le coup, Faure ou Roussel, mais pas seulement, nous rappellent par leurs positions toute l'urgence qu'il y a de se débarrasser des vieilles recettes de cette gauche si bien intégrée dans les institutions et l'ambiance ultralibérale.

Nos débats actuels peuvent aider à rendre plus concret le projet d'une gauche radicale, antiproduktiviste, anticapitaliste, qui remet en cause la propriété, le pouvoir patronal, avec un programme reposant sur l'autogestion, la socialisation de l'économie, sur le contrôle des salariéEs... Une «gauche» de combat qui se construit forcément dans la confrontation de classe, avec les luttes et les manifestations, notre seule réelle force collective pour renverser ce monde d'oppression.

## BIEN DIT

Dans le rang des indignés, beaucoup ont feint de croire que le débat portait sur l'égalité devant la cuisson du steak, alors que la question posée est celle des freins à la transition de l'alimentation, enjeu environnemental et de santé publique, parmi lesquels figure la représentation genrée attribuée aux aliments.

MATHILDE GÉRARD (journaliste), lemonde.fr, 8 septembre 2022, au sujet de la «polémique barbecue»

FACE AU ROULEAU COMPRESSEUR NÉOLIBÉRAL-AUTORITAIRE

# La riposte sociale et politique est à construire

«La réforme de l'assurance chômage sera-t-elle l'étincelle de la rentrée sociale?» Ainsi s'interrogeait, le 13 septembre, un éditorialiste de 20 Minutes, sans évidemment être capable de répondre à la question, tant il est malaisé de faire des pronostics sur les «retrées sociales» et sur ce qui, dans un contexte potentiellement explosif, pourrait mettre le feu aux poudres. Une chose est toutefois certaine : la rentrée se déroule dans un climat social tendu, et des explosions sont possibles — et souhaitables.

Avec une inflation qui mine la vie quotidienne des classes populaires, des salaires qui n'augmentent pas, des services publics sous tension — notamment dans la santé et l'éducation, et un pouvoir toujours aussi arrogant qui, tout en faisant mine de se préoccuper de la situation, continue ses politiques pour les plus riches et entend dérouler son programme de poursuite de la casse sociale, la rentrée avance dans un contexte tendu.

### Ils osent tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît

Dès lors, l'annonce d'une nouvelle contre-réforme de l'assurance chômage qui mettra encore un peu plus de pression sur les chômeurEs et sur l'ensemble des salariéEs (voir notre dossier) résonne comme une provocation. Alors que des millions, voire des dizaines de millions, galèrent pour vivre une vie à peine décente, on nous explique que le problème serait les difficultés que les patrons ont à recruter, et que ce problème viendrait des chômeurEs eux-mêmes et elles-mêmes.

La Macronie et ses alliés osent tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît ! Et le moins que l'on puisse dire est que la gifle reçue aux législatives, avec une absence de majorité absolue à l'Assemblée, si elle les a amenés, après de premiers revers, à reculer la rentrée parlementaire, n'a pas conduit Macron et les siens à se placer dans une logique de compromis, ou même de dialogue. Le rouleau compresseur néolibéral-autoritaire est bien là, avec ses projets de destruction des retraites et de liquidation de ce qui reste de l'assurance chômage, comptant bien pouvoir

s'appuyer sur la droite — et parfois l'extrême droite — pour faire passer ses réformes antisociales.

### L'épreuve de force

Alors que les signaux se multiplient (grèves localisées pour les salaires, mobilisations autour de certains établissements scolaires, colère populaire palpable face à la vie chère et au mépris), le gouvernement a de toute évidence choisi l'épreuve de force. Et ce n'est pas l'activité parlementaire des députéEs les plus radicaux de la Nupes, quand bien même elle pourrait contribuer à démasquer les mensonges du pouvoir et à rendre visibles les colères,

qui fera reculer la Macronie. Cette dernière ne comprend que le rapport de forces, et c'est bien de cela dont il s'agit aujourd'hui de discuter dans la gauche sociale et politique : comment créer les conditions d'une mobilisation de masse, unitaire et radicale, pour stopper la machine ? Comment construire les grèves, manifestations, occupations... qui seront nécessaires pour faire reculer Macron ?

De premières initiatives ont été prises, qui permettent d'avoir des objectifs : journée de mobilisation dans la santé le 22 septembre, journée de grève interprofessionnelle le 29 septembre, une marche contre

## À la Une

la vie chère à la mi-octobre. Deux échéances qui ont leurs limites, et qui ne permettent pas, à ce stade, de dépasser les divisions qui peuvent exister au sein de la gauche sociale et politique, mais dont il s'agit de se saisir : en les construisant sur nos lieux de travail, nos lieux d'études, nos lieux de vie ; en initiant des cadres de mobilisation locaux ou en se saisissant de cadres existants, qu'il s'agisse de collectifs interpro ou de parlements/comités locaux de la Nupes ; en rappelant que seule la mobilisation du plus grand nombre pourra payer si l'on veut vraiment faire reculer le gouvernement.

### Construire la riposte

La grève du 29 septembre et la marche contre la vie chère ne constituent pas à elles seules une réponse à la hauteur, mais pourraient jouer un rôle de regroupement, voire de catalyseur. Il faut donc s'en emparer, les préparer et, tout en cherchant à les construire dans l'unité la plus large possible, en profiter pour discuter politique et revendications. Plutôt que d'un référendum sur les «superprofits», qui donne l'illusion d'une solution institutionnelle au problème de la répartition des richesses et semble épargner les grandes entreprises faisant des profits pas «supers», ne s'agit-il pas d'exiger une augmentation générale des salaires et de tous les revenus, et leur indexation sur les prix ? Plutôt que de vouloir demander aux plus riches de rendre un peu de ce qu'ils ont volé, ne s'agit-il pas de poser la question de la réappropriation publique de secteurs entiers et vitaux de l'économie, qui n'ont rien à faire dans les mains du privé ? Et plutôt que d'opposer «gauche du travail» et «gauche des allocs», ne s'agit-il pas de mettre au cœur des discussions, la nécessité d'une gauche de rupture, d'une gauche de combat, refusant toute forme d'accompagnement/gestion du néolibéralisme, et aussi fidèle aux intérêts des salariéEs et de la jeunesse que Macron l'est à ceux du patronat ? C'est ce à quoi nous nous emploierons dans les jours et les semaines à venir, avec la grève du 29 septembre et la marche contre la vie chère en ligne de mire, comme des étapes dans la construction d'une riposte sociale globale et, alors que la menace de l'extrême droite est bien là, de perspectives politiques à la hauteur des enjeux. J.S.

## CHILI Comprendre le rejet de la nouvelle Constitution

Retour sur le rejet de la nouvelle Constitution (à 61,9%) lors du référendum du 4 septembre dernier.

Comment expliquer qu'une grande majorité des Chiliennes et des Chiliens ait tourné le dos à cette proposition de Constitution, considérée par de nombreuses organisations sociales comme une avancée historique ?

### La droite à l'offensive

Il faut d'abord souligner la capacité des classes dominantes néolibérales à concentrer leur force dans le domaine même où les luttes sociales semblaient pouvoir avancer : les droits sociaux inscrits dans le projet

de nouvelle Constitution dans des domaines tels que la santé, le logement, l'accès à l'eau, l'éducation et le travail. À cette fin, les forces du *Rechazo* (rejet) ont établi une stratégie communicationnelle peuplée de fake news.

Plus que la variété des fakes de la campagne de *Rechazo*, il est important de souligner la réelle capacité de planification stratégique de la droite. Ces dirigeants ont aussi habilement opté pour une campagne qui se disait favorable au changement constitutionnel mais pas à cette nouvelle

constitution là, trouvant ainsi des alliés au centre de l'échiquier politique et chez les partisanEs de l'ex-*Concertación* (sociaux-libéraux ayant gouverné le pays durant 20 ans). Sur ce point, on a pu voir une importante différence avec les forces politiques de l'*Apruebo* («oui») : bien que la gauche parlementaire et les mouvements sociaux anti-néolibéraux aient remporté la plupart des sièges au sein de la Convention constitutionnelle, dès le moment inaugural de l'élection du bureau exécutif, ils ont montré leurs différences et faible capacité

stratégique ; certains constituantEs ont surtout semblé suivre les us et coutumes du Congrès chilien discrédité, alimentant un image désastreuse dans l'opinion publique. Les listes d'indépendantEs ont aussi connu plusieurs revers et un scandale qui s'est soldé par la démission d'un élu de la «liste du peuple».

### Éloignement des préoccupations populaires

Parallèlement, les forces du centre-gauche se sont montrées réticentes à suivre les propositions refondatrices des éluEs liés aux mobilisations, préférant garantir la stabilité étatique et les accords avec les sociaux-libéraux. De fait, malgré les nombreuses initiatives de consultation et de participation, la Convention a semblé trop éloignée des préoccupations immédiates du monde populaire et de ses intérêts, sans que cette tendance ait pu être inversée au cours des dernières semaines.

# Un monde à changer

**ERDOGAN EST UN ENNEMI DU PEUPLE SYRIEN.** De vastes manifestations ont récemment eu lieu dans le nord-ouest de la Syrie, tant dans les zones contrôlées par le groupe djihadiste *Hay'at Tahrir Sham* (HTS) que dans celles gérées par l'armée turque, pour protester contre les déclarations du ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, appelant à la réconciliation entre le régime syrien et l'opposition. Le principal slogan des manifestantEs syriens était : « *Pas de réconciliation avec le boucher* ». Deux manifestants ont été arrêtés et remis à la garde de la Turquie pour avoir brûlé le drapeau turc. Ankara n'a en effet aucune intention de défier le régime syrien et cela depuis bien longtemps. Le 19 août 2022, le président Erdogan a déclaré qu'« *Ankara ne lorgne pas sur la Syrie et l'intégrité territoriale de la Syrie est importante pour la Turquie* ». Tout en ajoutant que leur « *principal différend*

*est la lutte contre le terrorisme dans le nord de la Syrie* ». En d'autres termes, Erdogan n'a aucune envie de s'opposer, et encore moins de menacer, le régime syrien. Quelques jours plus tard, le ministre des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, a déclaré que « *la Turquie n'a pas de conditions préalables au dialogue avec la Syrie, mais [que] tout entretien doit porter sur la sécurité à la frontière* ». La démarche d'Ankara vers une normalisation avec Damas est motivée par deux objectifs principaux. Premièrement, Erdogan cherche à gagner des voix avant l'élection présidentielle de 2023, notamment en accélérant le retour forcé des réfugiéEs syriens en Syrie. Au cours des deux dernières années, des signes d'une augmentation des attaques racistes et xénophobes contre les SyrienEs en Turquie ont été observés. Des milliers de

SyrienEs ont déjà été expulsés, tandis qu'Erdogan a annoncé en mai que le gouvernement travaillait au retour d'un million de réfugiéEs syriens dans les zones sous contrôle sécuritaire turc dans le nord de la Syrie. Deuxièmement, Erdogan espère saper les aspirations kurdes à l'autonomie en Syrie par des interventions militaires, tout en poursuivant sa répression à l'intérieur du pays. Ses récentes déclarations selon lesquelles « *il est nécessaire de terminer ce qui a été commencé* », font référence à une extension de la « zone de sécurité » de trente kilomètres de large conquise à plusieurs reprises par l'armée turque et ses mandataires armés syriens en 2016, 2018 et 2019. Il ne faut pas se faire d'illusion sur les politiques d'Ankara ; elles ont constamment servi les intérêts politiques de la Turquie, qui vont à l'encontre de ceux du soulèvement syrien.

**Joe Daher**  
Paru dans le n° 409 de *solidarités* (Suisse).

## Le chiffre

# 92%

C'est la proportion d'hommes parmi les 1 000 plus hauts salaires en France, d'après une enquête de l'Observatoire des inégalités. Un chiffre qui en dit long sur le poids des logiques patriarcales, y compris et notamment dans les « hautes sphères » — avec des effets dans l'ensemble de la société, même si nous ne nous lancerons pas pour autant dans une campagne pour la parité parmi les salaires indécents.



## Agenda

**Jeudi 22 septembre, journée de mobilisation et d'actions des professionnelEs de santé**

**Jeudi 29 septembre, journée intersyndicale de grève et de manifestations sur les salaires.**  
À Paris, 14h, Denfert-Rochereau.

**Samedi 1<sup>er</sup> octobre, réunion publique du NPA avec Pauline Salingue, Orléans.** À 15h, salle des Chats-Ferrés à Orléans.

**À SUIVRE SUR**  
**lanticapitaliste.org**  
nouveau **partianticapitaliste.org**

# ÉNERGIE La sobriété à la sauce Macron

Dans son discours du 14 juillet, Macron proclamait : « *On doit rentrer collectivement dans une logique de sobriété [...]. On va préparer un plan pour se mettre en situation de consommer moins.* » Ça claque ! Mais dès qu'il précise les choses, ça fait pschitt : « *On va essayer de faire attention collectivement le soir aux éclairages quand ils sont inutiles* », « *On va demander à tous nos compatriotes de s'engager* »... On comprend que c'est à nous de faire attention, qu'il n'est question que de comportements.

**Ni objectif ni contrainte**  
Et quand il annonce un « *plan pour les administrations publiques* » et un « *plan de sobriété et de délestage avec nos entreprises* », on reste dans la même logique de changement des comportements : baisser le chauffage, changer les « habitudes » des salariéEs en matière de mobilité... Avec une bonne dose de greenwashing, les véhicules électriques occupant une place de choix, comme s'ils ne consommaient ni énergie ni matière première ! Évidemment, il n'est pas question d'imposer quoi que ce soit aux entreprises, ni objectif chiffré ni contrainte, tout se négociera, éventuellement avec les « partenaires sociaux » — et gageons qu'il s'en trouvera

*Il suffit que Macron s'empare d'une idée pour lui faire perdre toute signification : la démocratie de la convention citoyenne, la planification écologique, et aujourd'hui la sobriété.*

**SOBRIÉTÉ : L'EXEMPLE DOIT VENIR D'EN HAUT**



pour s'engouffrer dans ces parolotes inutiles ! La grande distribution s'est précipitée pour jouer les bons élèves. Elle annonce une « stratégie forte » de réduction de sa consommation d'énergie à partir de l'automne. Si la situation n'était pas si dramatique on éclaterait de rire tant les mesures prévues — extinction des enseignes lumineuses dès la fermeture, réduction de l'éclairage, baisse de la température — sont dérisoires au regard de la

responsabilité écrasante de ce secteur dans le gaspillage alimentaire et la déforestation.

**Leur sobriété n'est décidément pas la nôtre**  
C'est qu'il y a arnaque, dès le départ, quand Macron parle de sobriété. Même s'il fait une référence à la « *nécessité d'accélérer la réponse au réchauffement climatique* » (difficile à ignorer cet été !), ce n'est pas son problème, il s'agit tout au plus de répondre

à la menace de pénurie de gaz en provenance de Russie et à la faillite du mode de production électrique français. On est loin de la sobriété évoquée par le GIEC qui concerne, outre l'énergie, les matériaux, le sol, l'eau... Comme l'explique Yamina Saheb, experte du GIEC : « *La sobriété n'est pas l'austérité ! Bien au contraire, les politiques de sobriété préservent l'accès pour tous aux services essentiels en éliminant les consommations superflues des plus aisés. [...] Les citoyens ne pourront avoir des comportements sobres que si, et seulement si, les politiques publiques mettent d'abord en place les solutions nécessaires pour que les activités essentielles au bien-être de tous se déroulent dans le respect des limites planétaires.* » Dans ce sens, notre sobriété implique la gratuité des transports publics, l'arrêt des projets, productions et activités inutiles, la réduction du temps de travail, un plan d'isolation des logements, la gratuité de l'eau et de l'énergie pour les besoins de base... Autant de mesures qui choisissent résolument les urgences sociale et écologique face aux profits et à la surconsommation des riches.  
**Commission nationale écologique**

## NO COMMENT

*Jets, piscines, golfs...  
La haine des riches ne fait pas une politique climatique*

Titre de la chronique de l'« économiste » NICOLAS BOUZOU, *le Point*, 8 septembre 2022.



DR

Dans le même temps, il faut souligner que les multiples assemblées et *cabildo* territoriaux, ainsi que les tentatives de coordination de la jeunesse et de travail collectif de quartier — qui avaient surgi avec force au cours d'octobre 2019 — ont été progressivement démantelées et ont perdu de la force, tant par l'effet des politiques institutionnelles et électorales que

par la répression étatique continue. Dans un second temps, la pandémie, le couvre-feu et la crise économique ont jeté une chape de plomb, de plus, sur la dynamique des luttes. Par ailleurs, le gouvernement Boric, malgré les promesses de réformes progressistes de la campagne, s'est rapidement trouvé impliqué dans le même jugement citoyen de rejet et

désapprobation. Alors qu'une décision politique était nécessaire pour mettre de l'eau au moulin du changement constitutionnel, le gouvernement a inauguré un mandat hésitant, faible politiquement, à la recherche permanentes d'alliances « pragmatiques » avec l'ex-*Concertación* au Congrès — où il est minoritaire — pour pouvoir gouverner.

### Une leçon d'humilité pour les gauches

Des progrès concrets ont, certes, été réalisés dans l'accès à la santé publique, mais l'absence de progrès sur des questions centrales au plan économique, et concernant le projet d'une — timide — réforme fiscale, ont fini par détruire l'image de « gouvernement réformateur » de l'exécutif. Gabriel Boric n'est pas disposé à affronter les pouvoirs économiques et de facto habituels, ni à mobiliser sa base sociale pour ce faire. À partir

de cette position de classe, une partie importante de celles et ceux qui avaient voté pour lui ont commencé à le désapprouver ouvertement. Comme le note l'historien Igor Goicovich, le divorce entre le monde populaire, le gouvernement et le processus constitutionnel est évident si l'on analyse les résultats du 4 septembre. Les nombreuses questions soulevées lors de la Convention par les mouvements sociaux sur le féminisme, l'environnementalisme ou la plurinationalité n'ont pas suscité une grande adhésion de l'électorat populaire et ont même suscité de l'incompréhension dans le pays « d'en bas ». La dimension de rejet de classe de ce vote est massive et devrait être une leçon d'humilité et d'autocritique pour les gauches sociales et politiques qu'elles soient réformistes ou révolutionnaires.  
**Franck Gaudichaud et Miguel Urrutia**  
Version intégrale sur [contretemps.eu](http://contretemps.eu)

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :** [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) **Tirage :** 6 500 exemplaires

**Diffusion :** [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org) **Directeur de publication :** Julien Salingue

**Administration :** 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex **Secrétaire de rédaction :** Julien Salingue

**Numéro ISSN :** 2269-3696 **Maquette :** Ambre Bragard

**Commission paritaire :** 0419 P 11508 **Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois

**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans). [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)



## ALLEMAGNE

## «Avoir froid pour la paix» ou réchauffer le climat social ?

Le gouvernement allemand redouble d'efforts pour faire passer des mesures d'austérité et sauver les profits des grandes entreprises, en justifiant les sacrifices nécessaires par la guerre en Ukraine. Mais de premières réactions apparaissent dans la rue.

La potentielle pénurie de gaz est omniprésente dans les médias : les écrans qui affichaient les chiffres de contaminations au covid montrent maintenant les seuils des réserves stratégiques de gaz et l'évolution des prix.

## Chantage sur le chauffage

Les discours politiques carburent à plein feu sur le «chantage à la solidarité». Un slogan claque et rime : «*Frieren für den Frieden*» («Avoir froid pour la paix»). Manière de préparer les classes populaires à passer l'hiver sans chauffage, au nom du soutien à l'Ukraine ! Les politiciens écolos se surpassent en tutoriels d'économie d'eau chaude.

Mais du côté du patronat, pas de coup de froid en vue... Une solution a été trouvée pour dédommager les grands importateurs des surcoûts liés à la pénurie de gaz russe : une Gasumlage ou («surtaxe gaz») qu'ils pourront facturer aux consommateurs. Ainsi 26 millions de foyers financeront les profits des géants de l'énergie et des industries énergivores.

Le gouvernement a tout de même annoncé un plan de 65 milliards d'euros pour le pouvoir d'achat : des aides ponctuelles, des «chèques énergie» de 200 à 300 euros, et le triplement des bénéficiaires de l'aide au logement. Des mesurètes qui cherchent à apaiser le climat social plutôt qu'à pallier les dégâts de l'inflation. Car l'ambiance se réchauffe outre-Rhin.

## «Un automne chaud pour éviter un hiver froid» ?

Dans un contexte de grèves pour les salaires, les syndicats avaient menacé d'appeler à des manifestations. Mais ils ont finalement salué le plan d'aide et rétro-pédalé pour le moment. C'était le but de l'opération. De premières oppositions dans la rue, à l'appel de la gauche, sont restées pour l'instant modestes : des «manifestations du lundi», en rappel de celles qui avaient eu lieu à l'époque de la chute du mur, comme en 2004 en protestation contre les Lois Hartz de Schröder contre les chômeurs. À Leipzig, 3000 à 5000 personnes ont manifesté à l'appel de Die Linke, le «Parti de gauche». Bien plus que les 300 personnes réunies à proximité à l'appel d'un groupe d'extrême droite local. À Berlin un peu plus tard, mille personnes se sont rassemblées devant le siège des Verts, fer de lance de «l'austérité solidaire», à l'appel de Die Linke et d'organisations d'extrême gauche. Les revendications — augmentation des salaires, nationalisation du secteur de l'énergie, plafonnement des prix — tranchaient clairement avec les discours d'extrême droite. Même s'il existe au sein de Die Linke des divergences sur la guerre en Ukraine et un courant partisan de «la paix» comme solution pour faire baisser les prix de l'énergie par la réouverture des robinets de gaz russe.

## L'extrême droite rôde

Il est vrai que les conséquences de la guerre en Ukraine sont plus palpables en Allemagne qu'en France, et que l'inflation y est ressentie comme le résultat de la guerre de Poutine et des sanctions de l'UE. Mais lier l'inflation au soutien à l'Ukraine, c'est tomber dans le piège du gouvernement qui cherche, comme ici, un prétexte et argument moral pour serrer la ceinture et le thermomètre aux classes populaires. C'est laisser de côté les revendications salariales urgentes. Sans parler d'un risque que l'extrême droite pro-russe s'engouffre dans la brèche. Son principal courant, l'AFD, a déjà prévu d'appeler à des manifestations. Elle l'avait déjà fait pour tenter de détourner la colère populaire, il y a quelques années, contre les immigrés et plus récemment contre les mesures sanitaires.

Pour le moment, les manifestations sont encore petites. Mais le spectre d'un hiver de misère pourrait bien déclencher la colère et il faudra que les classes populaires expriment leur refus de payer la politique de la bourgeoisie, qu'elles réclament la nécessaire augmentation des salaires pour ne pas se geler cet hiver. Cela signifie dépasser la question de la «paix» et poser celle de la lutte... de classe !

Dima Rüger

ÉTATS-UNIS **Changement climatique et injustice environnementale**

Au début du mois, des tempêtes ont provoqué des inondations à Jackson, la capitale et la plus grande ville de l'État du Mississippi, mettant hors service le système d'approvisionnement en eau et laissant les habitantEs sans eau courante. Une catastrophe pas si «naturelle».

L'inondation a submergé le système d'eau vétuste de la ville, laissant les 150 000 habitantEs, dont 85% sont noirs, sans eau potable, sans eau pour les toilettes ou pour se laver pendant une semaine. Une jeune mère, Monica LaShay Bass, a déclaré à un journaliste : «*C'est un sentiment douloureux quand vous n'avez pas d'eau, surtout quand vous avez des nouveaux-nés.*»

## Jackson, Mississippi

Les tempêtes et les inondations sont le résultat du changement climatique, qui s'accélère en raison de l'utilisation du charbon et du pétrole pour alimenter notre économie mondiale capitaliste et qui nous affecte touTEs — mais de manière inégale. Comme à Jackson, ce sont souvent les travailleurEs et les pauvres qui subissent le plus lourdement les conséquences du changement climatique. L'injustice climatique ou le racisme environnemental, comme on l'appelle parfois, est le résultat du système économique et de décisions politiques qui sont similaires dans de nombreuses villes du pays. Mais examinons le cas de Jackson, une version extrême de nombreux problèmes typiques.

Au 19<sup>e</sup> siècle, le Mississippi était l'un des États américains les plus riches. En 1860, les plantations du Mississippi et ses 430 000 esclaves



Distribution d'eau à Jackson. DR

noirs produisaient un million de balles de coton. La classe des propriétaires d'esclaves était fabuleusement riche alors que la plupart des autres blancs vivaient dans la pauvreté et que les noirs étaient des esclaves. Après la guerre civile américaine qui a aboli l'esclavage en 1865, les planteurs blancs sont restés maîtres de la terre. L'esclavage a été remplacé par le métayage — qui pouvait devenir une servitude pour dettes — et les noirs ont continué à travailler la terre et à produire du coton. Les blancs ont violemment attaqué la population noire, se sont emparés de tous les pouvoirs politiques et, dans les années 1880, ont instauré le système Jim Crow : les noirs n'avaient pas le droit de vote, étaient soumis à la ségrégation raciale et vivaient sous la menace du lynchage. Ce

n'est qu'avec le mouvement pour les droits civiques de 1954 à 1968 que les noirs ont réussi à imposer la fin de la ségrégation légale et à recouvrer leurs droits politiques et leurs libertés civiles.

Pourtant, les anciens États esclavagistes du Sud restent les plus pauvres d'Amérique. Le Mississippi est le plus pauvre de tous, avec 18,8% de ses habitants vivant dans la pauvreté et 15% en situation d'insécurité alimentaire. Il a le taux de pauvreté des enfants le plus élevé. Il a le deuxième niveau d'éducation le plus bas du pays (après la Virginie occidentale), fait partie des dix États où le logement est le moins abordable et se classe parmi les cinq derniers en matière de soins de santé.

## Catastrophe sociale

Jackson, autrefois un peu mieux lotie que le reste de l'État, a subi un déclin spectaculaire au cours des quarante dernières années. En 1980, elle comptait un peu moins de 203 000 habitantEs, dont environ la moitié était blanche, mais des dizaines de milliers de blancs ont quitté la ville, sapant l'assiette fiscale de sorte que la municipalité ne pouvait plus maintenir les services sociaux et publics, comme le système de distribution d'eau. Aujourd'hui, les revenus individuels à Jackson sont en moyenne de 23 714 \$, contre

une moyenne nationale de 62 518 \$. Les habitantEs sont souvent incapables de payer leurs factures d'eau et doivent collectivement des millions de dollars.

Le maire de Jackson est le démocrate Chokwe Antar Lumumba, qui se décrit comme socialiste et révolutionnaire et qui a travaillé avec Cooperation Jackson, un réseau de coopératives et d'entreprises appartenant aux travailleurs et gérées démocratiquement. Mais Lumumba a dû faire face au gouverneur républicain de droite de l'État, Tate Reeves, et au corps législatif majoritairement républicain, qui ont tous deux négligé et puni la ville de Jackson. Maintenant, le gouverneur veut privatiser le système de distribution d'eau.

Il faudrait des milliards de dollars pour réparer le système d'eau de Jackson. Le Congrès sur proposition démocrate a récemment adopté un budget avec des fonds affectés à de tels programmes, mais il faudra des mois, voire des années, pour que l'argent arrive jusqu'à Jackson.

Comme le dit Mme Olugbala-Aziz, une résidente locale : «*Nous ne demandons pas des manoirs, nous voulons juste vivre et avoir les choses normales, l'eau courante, l'eau propre.*»

La crise climatique touche toute la population mais ce sont d'abord les pauvres qui en subissent les conséquences. Elle doit être combattue par des mouvements de masse au niveau national et mondial.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

S'il était accepté, le projet AVS 21 contribuerait à renforcer les inégalités de genre liées au système capitaliste.

## Les femmes encore plus pénalisées

En prévoyant de relever l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans, il pénalise à nouveau les femmes qui, rappelons-le, effectuent encore aujourd'hui 70% des tâches dites de care («soin» en anglais). Ce sont elles qui s'occupent des enfants, des personnes âgées, du ménage et de nombreuses autres tâches dévalorisées et néanmoins essentielles. Lorsque ces tâches sont endossées dans un cadre professionnel (aide-soignante, femme de ménage ou encore puéricultrice), elles sont mal rémunérées. Dans le cadre privé, elles ne sont même pas reconnues comme un travail, ce qui participe à entraîner les femmes dans la pauvreté à l'âge de la retraite, puisque celles-ci touchent des rentes en moyenne inférieures de 37% à celles des hommes. En demandant aux femmes de travailler une année supplémentaire, cette réforme les discrimine à nouveau. Pour financer les 10 milliards d'économie prévus par AVS 21, il suffirait d'ailleurs de faire disparaître la part inexplicquée de l'inégalité salariale entre les hommes et les femmes, ce qui entraînerait une augmentation des cotisations !

Ce n'est pas l'AVS qui va mal, mais le deuxième pilier<sup>2</sup>. En échantonnant à garantir les rentes promises, celui-ci multiplie les inégalités salariales au niveau du montant des retraites. La preuve : 337 000 retraitéEs, dont les 2/3 sont des femmes, doivent recourir aux prestations complémentaires

SUISSE **Non à AVS 21, une régression pour les femmes !**

La population suisse sera amenée, le 25 septembre, à se prononcer sur la réforme AVS 21<sup>1</sup> lors d'une votation. Nous publions le point de vue de nos camarades de solidarité quant à cette votation.



Manifestation contre AVS 21, Berne, 18 septembre 2021. DR

pour survivre. L'augmentation des rentes est impérative. Il faut augmenter les rentes et diminuer le temps de travail pour mieux le répartir au sein de la population.

## Il faut s'opposer à AVS 21 !

Une solution simple pour rendre notre système de prévoyance plus durable, plus solidaire et plus juste serait de fondre le deuxième pilier, gouffre à salaires, dans l'AVS, qui aura alors toutes les ressources pour devenir une véritable assurance sociale. De plus, un tel système mettrait fin aux investissements massifs que font les caisses de pension dans les énergies fossiles ou encore dans l'immobilier.

N'est-ce pas absurde que notre propre argent, celui de notre deuxième pilier, soit utilisé par ces financiers pour détruire l'environnement et contribuer à l'augmentation de nos loyers ?

Renforcer l'AVS permettrait d'aller vers un système de retraites plus écologique, favorisant la redistribution des richesses et œuvrant ainsi à plus de justice sociale.

Accepter d'augmenter l'âge de la retraite des femmes, c'est aussi et surtout ouvrir la porte à l'augmentation de l'âge de la retraite pour tous. Une initiative qui prévoit un départ à la retraite à 67 ans a d'ailleurs été déposée. Or, les effets seraient terribles sur les personnes entre 60

et 65 ans, surreprésentées parmi les chômeurEs de longue durée.

Aujourd'hui les chiffres le démontrent : un an avant l'âge de départ ordinaire à la retraite, seule une personne sur deux travaille encore. Les perspectives sur le marché du travail ne vont pas s'améliorer magiquement !

Augmenter l'âge de la retraite ne va que pousser encore plus de personnes vers le chômage de longue durée ou l'aide sociale. Il est essentiel de s'opposer à AVS 21 qui n'est qu'un premier pas pour ceux qui veulent nous faire travailler toujours plus et remettent en cause les acquis sociaux.

Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'économies sur le dos des femmes, mais d'une augmentation des rentes AVS et d'une baisse de l'âge de la retraite pour touTEs ! Nous voulons travailler moins pour vivre mieux et profiter d'une vraie retraite ! Pour un véritable système de retraite égalitaire et solidaire, féministe et écologique !

Publié sur <https://solidarites.ch/>

1 — AVS pour «Assurance vieillesse et survivants», l'une des branches du système suisse des assurances sociales.

2 — En complément de l'AVS, le «deuxième pilier», la prévoyance professionnelle (LPP), a pour but affirmé de garantir un revenu suffisant pendant la retraite.

La simultanéité des voyages du ministre russe Serge Lavrov et de Macron en Afrique est certainement une coïncidence, mais elle illustre cependant la concurrence que se livrent les deux pays sur le continent. Les Russes tentent d'amplifier leur influence auprès des dirigeants africains.

**Françafrique et Russafrique**

En effet, les pays visités par Lavrov — l'Égypte, l'Éthiopie, l'Ouganda et le Congo-Brazzaville — ont comme point commun d'avoir voté contre ou de s'être abstenu lors du vote pour la suspension de la Russie comme membre du conseil des droits de l'homme des Nations unies, et d'entretenir des relations distendues avec les pays occidentaux. L'Égypte est victime d'un embargo des USA sur l'armement, la guerre que mène l'Éthiopie au Tigré est condamnée par les pays occidentaux, la politique répressive de Museveni en Ouganda est dénoncée par les USA. Quant au Congo-Brazzaville c'est une opération de charme que mène la diplomatie russe visant à affaiblir le pré-carré africain de la France. D'autant que le fils du dictateur Sassou Nguesso est visé par la justice française dans le cadre des biens mal acquis.

Paris n'a eu de cesse de critiquer la politique russe sur le continent. Des critiques qui portent sur la spoliation des richesses des pays, les interventions militaires et les violations des droits humains. Bien que ces critiques soient justes, elles restent inaudibles tant la politique de la France sur le continent est à l'identique, et ce depuis des décennies.

Ce voyage se déroule sous le sceau de la reconquête de l'influence française affaiblie. Cette volonté, l'Élysée l'a réaffirmée lors de la

# NÉOCOLONIALISME La tournée (franç)africaine de Macron

Le voyage de Macron au Cameroun, au Bénin puis en Guinée-Bissau, du 25 au 28 juillet, était placé sous le signe du renouvellement dans les relations entre Paris et l'Afrique. Dans les faits, son objectif était de regagner le terrain perdu par la France sur le Continent. À cette fin, Macron n'a pas hésité à envoyer un message des plus rassurants aux dictateurs, s'abstenant de toute critique sur les violations des droits humains au motif que « la France n'a pas de leçon à donner à qui que ce soit ».

conférence des ambassadeurs le 1<sup>er</sup> septembre. Macron a alors évoqué la mobilisation des médias comme RFI ou France 24 dans ce but. Cette déclaration a déclenché l'ire des journalistes rappelant qu'ils et elles n'étaient pas les porteurs des autorités françaises.

**Rassurer les dictatures**

Regagner le terrain perdu implique une politique beaucoup plus conciliante à l'égard des dictateurs qui s'accrochent au pouvoir. Il ne s'agit plus de sermonner les auteurs des fraudes électorales, des tripotillages constitutionnels ou des attaques contre les droits humains mais d'adouber leur politique.

Ainsi, au Cameroun, Macron n'a pas dit un mot sur la gouvernance de Biya qui s'éternise au pouvoir depuis 40 ans, pas une déclaration au sujet des dizaines de prisonniers politiques qui croupissent dans les prisons, pas une condamnation des exécutions sommaires de civils par l'armée dans le nord du pays qui connaît une guerre sécessionniste. Au contraire, il s'est entretenu pendant une heure avec le fils Biya, pourtant simple affairiste sans responsabilité politique, mais pressenti pour remplacer son père au pouvoir. Une façon de légitimer



WIKIPEDIA COMMONS

une politique dynastique comme il l'a fait au Tchad.

**Le nouveau chouchou africain de la Macronie**

Patrice Talon, président du Bénin, le second pays visité, est le type de président qu'affectionne la Macronie. Il est jeune, libéral, ancien homme d'affaires et accepte volontiers d'être le faire-valoir de Macron autour de la restitution par la France de quelques œuvres d'art, présentée comme un événement historique.

Patrice Talon, c'est surtout l'homme qui a méthodiquement détricoté les droits démocratiques depuis son arrivée au pouvoir dans un pays pourtant considéré comme une référence en matière de démocratie. Désormais tous les opposants sont emprisonnés ou exilés, lors des élections législatives aucun des grands partis de l'opposition n'a pu se présenter. Il déclarait lors d'une réunion du Medef à Paris au mois d'août :

« Nous avons réduit au Bénin le droit de grève [...]. La grève est limitée à deux jours maximum par mois. [...] C'est un recul par rapport aux acquis de la démocratie, mais je n'ai pas l'ambition d'avoir une expression démocratique identique à celle de la France ». Et de revendiquer fièrement une autre réforme, celle de la dérégulation du droit du travail : « Au Bénin, on peut employer quelqu'un avec des contrats à durée déterminée indéfiniment. » Inutile de préciser qu'il fut chaleureusement applaudi par les patrons français. Macron, dans sa tournée africaine, n'a fait qu'appliquer la vieille recette : choyer les despotes africains pour maintenir l'influence de la France. Il a juste ajouté une pincée de démagogie.

Paul Martial

## TUNISIE Des luttes défensives contre la restauration autoritaire et la crise sociale

La Tunisie connaît une restauration autoritaire prenant la forme de la personnalisation du pouvoir et du durcissement de la répression policière. Depuis le coup d'État du 25 juillet 2021, le président Kaïs Saïed a étendu ses pouvoirs. Après avoir mis fin au Parlement, suspendu la Constitution de 2014 issue de la révolution et gouverné par décrets-lois, il a institutionnalisé le coup d'État.

Le référendum sur la nouvelle Constitution, qui s'est tenu le 25 juillet 2022 en dépit d'appels au boycott et une abstention de 72,6 %, légitime un pouvoir ultra-présidentiel et la soumission du pouvoir judiciaire au président. La nouvelle Constitution entérine juridiquement la fin de la démocratie libérale et remet en cause les droits et libertés contenues dans celle de 2014. En définissant le pays comme une « umma islamique » (une communauté de musulmanEs), elle justifie les politiques les plus oppressives, sexistes, LGBTphobes, etc. Il s'agit d'une Constitution réactionnaire dans le but de mettre un terme aux luttes d'émancipation dont la révolution s'est accompagnée.

**Personnalisation du pouvoir et durcissement de la répression policière**

Le référendum sur la Constitution a été précédé d'un accroissement de la répression à l'encontre des militantEs et des organisations

féministes et LGBT. Plus largement, l'ensemble des militantEs contestataires, ainsi que des journalistes critiques et des opposantEs politiques, sont visés par la répression, laquelle cible particulièrement celles et ceux qui se définissent comme révolutionnaires. Outre la journaliste et féministe Arroï Baraket, dont le procès est reprogrammé en octobre prochain, plusieurs militantEs féministes, LGBT et d'extrême gauche sont aux prises d'une plainte par des policiers, parmi lesquelles Myriam Bribri, Wael Naouar, Jawaher Channa, Saïf Ayadi, Samar Tlili, Anis Harrathi, Hamza Nasri, Ayoub Amara, Mariem Mnaouar, Wajdi Mahouachi, Asrar Ben Jouira, Souhail Idoudi, Rania Amdouni, etc.

Les policiers se déchaînent également contre les supporters de football dans les stades et aux marges de ces derniers. La répression policière constitue un phénomène structurel, mais avec le coup d'État, les policiers se sont sentis pousser des ailes.

**Une contestation plus large mais éparse**

La répression et la personnalisation du pouvoir ont dissipé les illusions quant à Kaïs Saïed. En juillet 2021, ce dernier a réussi à capter à son profit la mobilisation contre le parti Ennahda. Il s'est présenté comme le « sauveur de la révolution » en promettant de faire juger les élites politiques corrompus. Ce faisant, il mettait fin au mouvement de protestation et à la démocratie libérale instituée depuis la révolution. Seule une minorité des militantEs de gauche et d'extrême gauche ont cependant interprété l'événement comme un coup d'État contre-révolutionnaire marquant une restauration autoritaire. Depuis, la suppression du Conseil de la magistrature et le limogeage de près de soixante juges en février 2022, le durcissement de la répression policière et la révélation du projet de Constitution en juin, ont fait bouger les lignes. La dénonciation de la « dérive autoritaire » rassemble plus largement et de nombreuses

luttes défensives ont lieu, mais les actions collectives demeurent assez dispersées et éparées.

**Une situation sociale explosive**

La restauration autoritaire vise à imposer aux classes populaires et moyennes des conditions matérielles très dégradées avec l'austérité conditionnée par le FMI à un nouveau prêt. La situation sociale est explosive, avec une inflation galopante, une pénurie de biens alimentaires de base (café, sucre, etc.), un délitement accéléré des services publics (les coupures d'eau et d'électricité sont fréquentes et de plus en plus longues)... Contre la crise sociale et l'arbitraire patronal, des grèves, localisées, sont organisées : celle de salariéEs de la chaîne de fast-food française Pomme de pain à Tunis, protestant contre le non-versement de leur salaire depuis plusieurs mois ; celle des techniciens de la navigation aérienne, etc. À l'heure actuelle, les résistances se poursuivent donc, que ce soit pour sauvegarder les espaces de liberté restant de la révolution et/ou pour protester contre la dégradation des conditions matérielles. Elles gagneraient à être davantage coordonnées et relayées à l'international.

Abir Mestiri et Khalil Amor

## QUÉBEC Le 23 septembre, en grève pour exiger la justice climatique et sociale

Une coalition formée notamment du collectif Travailleurs et travailleuses pour la justice climatique (TJC), de la Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES), du Front étudiant d'action climatique (FÉDAC), du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPACQ) appelle à une journée de grève climatique et invite la population à se mobiliser le vendredi 23 septembre 2022.

Des manifestations sont déjà prévues à Montréal, Québec, Gatineau, Rimouski, l'Assomption, Trois-Rivières, Sherbrooke et Rouyn-Noranda et d'autres sont à venir. La coalition demande une sortie complète des énergies fossiles d'ici 2030, ainsi que la taxation de la richesse pour un réinvestissement dans les services publics et les programmes sociaux.

**« Nous n'avons plus de temps »**

Selon cette coalition, la lutte contre les changements climatiques et pour une transition écologique basée sur la justice sociale doit être une priorité de la campagne électorale. Les groupes demandent conjointement aux partis politiques en lice de prendre des engagements forts pour la justice climatique et sociale.

« Nous n'avons plus de temps », dit François Geoffroy, porte-parole de Travailleuses et travailleurs pour la justice climatique (TJC). « Comme le mentionne le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), notre seule chance d'éviter un dérèglement climatique catastrophique, c'est d'amorcer dès maintenant une sortie complète du pétrole et du gaz. Nos gouvernements refusent de le faire. » Onze syndicats se sont déjà dotés d'un mandat de grève. La Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ-CSN), la Fédération de la culture et des communications (FNCC-CSN), le Conseil central des Laurentides (CCSNL-CSN) et le Conseil central de l'Estrie (CCSNE-CSN) ont aussi endossé les revendications du mouvement. « La grève peut nous permettre de construire le rapport de forces nécessaire pour faire contrepoids au lobby des énergies fossiles », poursuit M. Geoffroy.

« Les étudiants et étudiantes doivent reprendre la rue pour protéger leur avenir », selon Amélie Beaulé, déléguée de l'association étudiante du Cégep de Saint-Laurent. « Avec la rentrée, la mobilisation est relancée. De nombreuses associations planifient des votes de grève. »

**« Les partis politiques doivent s'engager »**

« Les personnes pauvres et vulnérables sont les premières touchées alors qu'elles ont peu contribué à la crise climatique. Pourtant, elles semblent être les oubliées des mesures gouvernementales de transition. Le financement des services publics et des programmes sociaux est fondamental pour lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales qui risquent de s'accroître », indique Vania Wright-Larin, porte-parole du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPACQ). « Les partis politiques doivent s'engager à tout mettre en œuvre pour respecter les droits humains — particulièrement ceux des personnes autochtones — et lutter contre le racisme systémique. Les ressources, elles sont là. Il faut taxer convenablement les banques, les grandes entreprises et les riches », conclut la porte-parole.

La coalition formée d'étudiants et d'étudiantes, de syndicats et de groupes communautaires demande, d'ici les prochains jours, un changement de cap de la part des partis politiques démontrant une véritable volonté de lutter contre la crise climatique et sociale. Elle invite les associations étudiantes, les syndicats et le milieu communautaire à rejoindre le mouvement de grève le 23 septembre 2022 et encourage la population à se joindre aux manifestations.

Travailleuses et travailleurs pour la justice climatique (Québec)



## UNE OFFENSIVE CONTRE L'ENSEMBLE DES SALARIÉ·E·S

La mise à l'agenda par le gouvernement d'une nouvelle réforme de l'assurance chômage est une nouvelle menace qui pèse non seulement sur les salariéEs privés d'emplois, mais sur l'ensemble du monde du travail.

Les recettes néolibérales de Macron et ses sbires ne résultent pas seulement d'une idéologie qui vise à rendre tout un chacun responsable de sa situation individuelle, quand bien même celle-ci serait le produit des choix des grands groupes capitalistes. Il s'agit également de s'en prendre concrètement à des conquêtes sociales pour briser encore un peu plus les capacités de résistance collective du monde du travail, en favorisant les divisions en son sein et en «jouant» les privéEs d'emploi contre celles et ceux qui continuent de percevoir un salaire.

### «Une armée de réserve industrielle»

Une opposition vieille comme le capitalisme, déjà identifiée en son temps par Karl Marx, qui avait défini la fraction du salariat au chômage comme «l'armée de réserve» du capital : «*Si l'accumulation, le progrès de la richesse sur la base capitaliste, produit donc nécessairement une surpopulation ouvrière, celle-ci devient à son tour le levier le plus puissant de l'accumulation, une condition d'existence de la production capitaliste dans son état de développement intégral. Elle forme une armée de réserve industrielle qui appartient au capital d'une manière aussi absolue que s'il l'avait élevée et disciplinée à ses propres frais. Elle fournit à ses besoins de valorisation flottants, et, indépendamment de l'accroissement naturel de la population, la matière humaine toujours exploitable et toujours disponible.*»<sup>1</sup>

En d'autres termes, l'existence d'une large population au chômage, qui n'est pas moins sous le contrôle du capital que ne le sont celles et ceux qui perçoivent un



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

salaire, est un moyen de pression constant sur l'ensemble du salariat. Et il n'est guère surprenant que la Macronie dégage sa nouvelle réforme de l'assurance chômage alors que, face à l'inflation galopante, de plus en plus de salariéEs revendiquent des augmentations de salaires, quitte à se mettre en grève. En engageant une réforme qui permettra aux capitalistes de recruter toujours plus de précaires mal payés, qui n'auront d'autre choix que d'accepter des emplois et des conditions de travail au rabais, sous peine d'être radiés de Pôle emploi, le pouvoir entend accroître la concurrence entre salariéEs et privéEs d'emploi, et la pression sur l'ensemble du monde du travail. C'est l'un des rôles fondamentaux de l'armée de réserve : «*L'excès de travail imposé à la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif grossit les rangs de la réserve, et, en augmentant la pression que la concurrence de la dernière exerce sur la première,*

*force celle-ci à subir plus docilement les ordres du capital.*»<sup>2</sup>

### Notre affaire à touTEs

L'opposition à la nouvelle contre-réforme du gouvernement devrait donc être l'affaire de toutes et tous. Non seulement en solidarité avec celles et ceux qui, au chômage, vont se retrouver contraints d'accepter n'importe quel emploi, aussi précaire soit-il, mais aussi, de manière plus générale, dans l'intérêt de l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse. Pour chacunE d'entre nous, que l'on ait ou non un emploi, il s'agit en effet, en définitive, d'une question de salaire et de répartition des richesses : le système d'assurance chômage et les allocations versées aux privéEs d'emploi ne sont en effet pas une aumône généreusement attribuée par les pouvoirs publics, mais une part de notre salaire, socialisée, qui n'appartient qu'à nous. Les combats contre la nouvelle réforme de l'assurance chômage et pour

l'augmentation des salaires font en réalité partie d'une seule et même lutte : celle du salariat qui exige son dû, contre les rapaces capitalistes et leur personnel politique. C'est pourquoi nous avons choisi de revenir dans ce dossier sur les effets concrets du premier volet de la réforme de l'assurance chômage, déjà entré en vigueur, et sur les menaces que fait peser le nouveau volet à l'ordre du jour. Afin de mieux comprendre la mécanique à l'œuvre, mais aussi de se donner les moyens de la combattre pour éviter que les divisions au sein de notre camp, entretenues et favorisées par les possédants, ne nous affaiblissent dans un moment où la nécessité de l'unité des exploités et des opprimés est particulièrement nécessaire face au rouleau compresseur néolibéral-autoritaire.

J.S.

1 – Karl Marx, *le Capital*, Livre premier, chapitre XXV.

2 – *Idem*.

## LES PREMIERS DÉGÂTS (IMPORTANTES) DE LA RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

Le décret du 26 juillet 2019 avait prévu une réforme en plusieurs temps. Objectif affiché : pénaliser les travailleurEs qui alternent allocations et contrats courts et les «inciter» à chercher un emploi pérenne. Pourtant l'Unedic, dans son rapport de novembre 2018, ne concluait pas que le cumul allocations-salaire incitait les chômeurEs à ne pas travailler...

Les objectifs réels étaient donc bien de prendre dans la poche des travailleurEs et de continuer à faire porter la responsabilité du chômage sur les chômeurEs. À ce stade, l'Unedic n'a pas publié de bilan officiel d'une réforme dont la principale mesure ne date même pas d'un an. Ce qui est certain c'est que, dès le début, les effets se sont fait sentir !

### Moins de chômeurEs indemnisés

Dès novembre 2019, l'allongement de la durée nécessaire pour ouvrir des droits (six mois) a entraîné immédiatement l'exclusion de dizaines de milliers de salariéEs ou a repoussé leur accès à l'allocation. À l'époque, l'Unedic avait estimé à 120 000 le nombre de personnes concernées. La courbe des chômeurEs non indemnisés chute sensiblement depuis octobre 2021. Il y a une première explication générale qui tient à la différence entre chômeurEs «indemnisables» et chômeurEs «indemnisés» : l'ouverture de droits pour une durée déterminée ne signifie pas percevoir une allocation chaque mois. Sur les 3,4 millions de chômeurEs indemnisables, environ un million ne sont pas indemnisés chaque mois, tout simplement parce qu'ils et elles travaillent et que le revenu perçu dépasse le plafond de cumul (donc, non, contrairement à ce que le gouvernement prétend pour justifier ses mesures, le cumul allocations-travail n'est pas systématique). Résultat, fin avril 2022, seuls 36% des chômeurEs étaient indemnisés. Un taux de couverture historiquement bas.

### De plus faibles allocations

La chute qui s'observe à partir d'octobre 2021 est évidemment liée à l'entrée en vigueur à cette date d'un autre aspect de la réforme : la modification du calcul du salaire journalier de référence, salaire sur lequel est basé le calcul de l'allocation. Ce mode de calcul prenant en compte les périodes non travaillées, le montant de l'allocation n'est donc pas réellement calqué sur les salaires perçus. Par ailleurs la modification du calcul impacte aussi le cumul possible entre allocations et revenu, le plafond étant plus vite atteint. D'une manière générale cette réforme a pour conséquence de complexifier nettement le calcul, aboutissant à des effets secondaires réduisant de fait le montant de l'allocation si la personne concernée ne se manifeste pas... Résultat : des personnes qui se retrouvent avec des taux journaliers inférieurs à 10 euros. Au total, cette réforme a touché essentiellement les travailleurEs alternant périodes de chômage et de contrats courts, mais aussi, même si c'est de façon moins importante, les salariéEs qui ont eu des contrats de longue durée.

Correspondant

# UNE NOUVELLE RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE, UNE NOUVELLE ATTAQUE MAJEURE

La nouvelle dégradation des conditions de vie des salariéEs que permettrait la nouvelle réforme de l'assurance chômage doit être prise à la mesure de ce qu'elle est, et entrainer une riposte à la hauteur de l'attaque.

**S**ans même faire semblant de faire le bilan de la réforme en cours, le gouvernement entend taper encore sur les chômeurEs. Prétexant cette fois-ci : les patrons ne trouvent plus à embaucher ! Le problème ne serait donc pas à chercher dans les conditions de travail ou les salaires. L'objectif affiché est le « plein emploi », c'est-à-dire 5% de chômage, peu importe la nature de l'emploi<sup>1</sup>.

## Le « modèle canadien »

Concrètement donc, la réforme prévoit de moduler le montant, la durée ou les conditions d'accès selon le taux de chômage observé. En d'autres termes : si la situation du « marché de l'emploi » est « bonne », les chômeurEs seront par exemple « incités » (réduction de la durée et du montant des allocations, durcissement des conditions d'accès) à « retourner travailler ». Modèle : le Canada, où ce principe existe depuis 1971... avec une durée d'indemnisation qui varie de 14 à 45 semaines et une durée de travail nécessaire variant entre 420 et 700 heures selon la situation<sup>2</sup>.

Le gouvernement s'inspire donc de ce modèle et le ministre insiste plus sur une modification des conditions d'ouverture de droits ou la durée d'indemnisation : après avoir profondément modifié le mode de calcul, « des pistes peuvent être ouvertes, sur la durée d'indemnisation et son caractère dégressif. Ces paramètres seront discutés dans le cadre de la concertation. Quant au passage d'une bonne situation à une



situation dégradée, il doit être objectif. Cette évaluation passera soit par des critères, comme un nombre de trimestres consécutifs avec une amélioration de l'emploi, soit par un comité qui nous donne un avis. Les modalités ne sont pas arrêtées. Concernant les conditions d'accès on pourrait passer d'une période de référence de 24 mois à 20 ou 18 mois.»

Un des arguments avancés pour « remettre les chômeurs au travail » — lorsqu'ils « traversent » leur est

favorable — consiste à dire que les chômeurEs « profitent » jusqu'au dernier moment de leurs allocations avant de rechercher un travail. Cette propagande est contredite par le simple fait que, depuis l'existence de l'activité réduite qui permet le cumul salaire-allocations, le nombre de chômeurEs indemnisés qui travaille n'a cessé d'augmenter. Par ailleurs, déjà en 2017, seules 33% des personnes indemnisées allaient au bout de leur allocations.

## Achever la reprise en main de l'assurance chômage

Le deuxième aspect de la réforme à venir est la reprise en main de la gestion du système.

Le projet de loi présenté permet dans l'immédiat au gouvernement de « déterminer les règles relatives à l'indemnisation des demandeurs d'emplois jusqu'au 31 décembre 2023 ». À terme l'objectif est d'ouvrir des « négociations sur la gouvernance du régime d'assurance chômage ». Le gouvernement entend clairement en finir avec une gestion paritaire que nous refusons. C'est aux salariéEs avec ou sans emploi et leurs organisations de gérer les allocations chômage. Il veut pouvoir fixer dans le cadre du budget la part accordée au financement de l'indemnisation via l'impôt. Après avoir supprimé la part dite salariale des cotisations d'assurance chômage en 2018, la boucle serait bouclée. Face à cela les directions syndicales ont déjà dit qu'elles n'iraient pas discuter... Et après ? Aucune proposition de mobilisation. Il est plus que temps de réactiver les cadres de mobilisation issus de la lutte contre la réforme de 2019 !

## Correspondant

1 – Petite parenthèse éclairante : la dernière étude réalisée par la CGT chômeurEs sur 1900 offres d'emploi aboutit à un taux de 76% d'offres illégales, c'est-à-dire ne correspondant pas aux éléments qui doivent obligatoirement figurer dans une offre (ex : la nature du contrat, avec un CDI sur l'offre qui se transforme en CDD ou intérim). Voir : <https://chomeurs-precaires-cgt.fr/communiqués/pénurie-de-main-doeuvre-ou-abondance-d'offres-frauduleuses-la-cgt-revele-76-doffres-mensongeres-a-pole-emploi/>

2 – <https://unedic.org/publications/comment-sont-indemnisés-les-demandeurs-demploi-au-canada>



## COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL LA PRIORITÉ DE LA RENTRÉE SOCIALE N'EST PAS LA BAISSÉ DES DROITS AU CHÔMAGE!



Nous publions, pour information aux lecteurEs de l'Anticapitaliste, le communiqué intersyndical, daté du 9 septembre, concernant la nouvelle réforme de l'assurance chômage.

**E**n cette rentrée sociale, le pouvoir d'achat et l'augmentation des salaires, des pensions, des retraites, minimas sociaux et bourses d'études demeurent un sujet majeur pour nombre de travailleuses, travailleurs et jeunes. Comme nous le déclarions le 12 juillet, la préservation du pouvoir d'achat nécessite toujours un meilleur partage de la richesse.

## « Plus de la moitié des demandeurEs d'emploi ne sont pas indemnisés »

Si cette question est prioritaire, la question de l'emploi et de la formation l'est tout autant. À cette question, le gouvernement donne une réponse simpliste : une nouvelle réforme de l'assurance chômage durcissant les règles d'indemnisation des demandeurEs d'emploi. Il sous-entend ainsi que le chômage est un choix.

Cibler les droits au chômage est totalement inefficace. Stigmatiser une nouvelle fois les demandeurEs d'emploi en diminuant leurs droits à indemnisation est profondément injuste. Cela risque d'accroître la précarité notamment de jeunes, alors que seul le taux de chômage de ces derniers a augmenté de 1,3 point ce trimestre.

Si, selon plusieurs études, les employeurs peinent aujourd'hui à recruter c'est d'abord parce qu'ils ne trouvent pas les qualifications et les compétences qu'ils recherchent. Nos organisations syndicales et de jeunesse rappellent que ce sont aussi les conditions de travail ou d'emploi proposées qui posent problème : salaires trop bas, horaires atypiques ou imprévisibles, mauvaises conditions de travail, contrats très courts, difficultés liées aux modes de transport... Enfin, nous rappelons que plus de la moitié des demandeurEs d'emploi ne sont pas indemnisés. C'est tout l'enjeu du débat qu'il faut engager sur l'emploi et le travail, dont une réforme de l'assurance chômage n'est qu'un élément, alors que depuis quelques mois les difficultés de recrutement sont pointées dans de nombreux secteurs d'activité.

Les réponses à ces problèmes sont multiples et nos organisations syndicales et de jeunesse réaffirment leur opposition à la modification des règles d'indemnisation des demandeurEs d'emploi en fonction de la conjoncture (notamment la contractilité).

## « La nécessité d'engager une transition écologique »

En termes d'emploi, plutôt que de se focaliser sur le durcissement des règles d'indemnisation, la question de meilleures conditions de travail et de l'accompagnement de la transformation des métiers pour répondre aux enjeux environnementaux est aussi posée.

Alors que cet été a mis violemment en lumière les conséquences du changement climatique, nos organisations réaffirment aujourd'hui la nécessité d'engager une transition écologique socialement juste. Chacune et chacun d'entre nous est concerné, et l'ensemble des organisations représentant des travailleuses et travailleurs d'aujourd'hui comme de demain doit y prendre toute sa place. Les impacts de cette transition écologique sont multiples et concerneront à la fois les activités, les métiers, les emplois, les qualifications et les compétences. Répondre à ce défi majeur, c'est anticiper ses impacts et construire des réponses aux besoins des travailleuses et travailleurs concernés dans le cadre de la formation initiale et continue, investir dans la jeunesse et la formation initiale.

Cela nécessite donc des investissements à la hauteur des enjeux, notamment dans l'enseignement supérieur et l'enseignement professionnel. Tous ces sujets doivent relever du dialogue social dans les entreprises, les branches professionnelles et au niveau interprofessionnel.

Nos organisations attendent des réponses à la hauteur. Nos organisations conviennent de se réunir à nouveau début octobre afin de poursuivre leurs échanges. Paris, le 9 septembre 2022

# POUR BAISSER LE CHÔMAGE, UNE SOLUTION : EMBAUCHER!

Mi-2022, le taux de chômage officiel était réduit à 7,4% de la population active, l'un de ses niveaux les plus bas depuis le début des années 1980. Non pas que les chômeurEs auraient enfin « traversé la rue », mais parce qu'avec la reprise économique qui a suivi la fin des confinements, le patronat a embauché. Preuve que le problème n'était pas la « paresse » supposée des chômeurEs, mais bien le manque d'emplois. Mi-2022, il y avait 832 000 emplois salariés de plus qu'avant la crise sanitaire.

**C**es chiffres doivent cependant être pris avec précaution. Pas seulement parce que la courbe du chômage risque de se réinverser aussitôt (les signes d'une récession mondiale pointent déjà leur nez, la croissance est réduite depuis début 2022 et le chômage a déjà un peu remonté au 2<sup>e</sup> trimestre). Mais aussi parce que les emplois créés sont en fait quasiment tous en alternance. Le patronat profite à plein des aides supplémentaires accordées par Macron qui rendent ces emplois quasi gratuits. À l'inverse, la part des 15-64 ans en CDI s'est réduite.

Par ailleurs, tous les secteurs n'embauchent pas. L'industrie manufacturière, et l'automobile en particulier, a plus licencié qu'embauché depuis 2019. Il reste toujours 2,3 millions de chômeurEs officiels, auxquels il faut ajouter 1,9 million de personnes dans le « halo autour du chômage », c'est-à-dire de chômeurEs qui ne répondent pas aux critères fixés par le Bureau international du travail et sont donc comptés à part par l'Insee. La pénurie de main-d'œuvre dont se plaint le patronat est donc loin d'être une réalité.

Comment expliquer alors que 7 métiers sur 10 sont en tension, selon le ministère du Travail ? Certains secteurs, comme la santé ou les transports en commun, ont du mal à attirer parce que les salaires y sont particulièrement réduits et les conditions de travail pénibles (souvent du fait du sous-effectif). Mais on est loin d'un mouvement de « grande démission ». Les démissions ont certes augmenté, à plus de 500 000 par trimestre. Mais ce niveau n'est pas inédit : on le retrouve dès que le chômage baisse. Ceux qui démissionnent le font pour

trouver un meilleur emploi en profitant de la vague d'embauches, ils ne sortent pas du marché du travail. Les difficultés du patronat à embaucher viennent donc surtout de sa volonté de disposer de travailleurEs prêts à l'emploi et pour pas cher. Il aurait nettement moins de difficultés en proposant de meilleurs salaires et en formant de nouveaux travailleurEs. La pression accrue sur les chômeurEs ne risque donc pas de réduire le chômage, mais seulement d'appauvrir cette fraction du monde du travail.

Maurice Spitz

## BRETAGNE Pour le droit au logement!



« La Bretagne asphyxiée » : tel était le titre d'un article de Mediapart concernant l'accès au logement. Cela est bien vrai, et les multiples manifestations du samedi 10 septembre l'ont aisément prouvé.

De Vannes à Lannion, Concarneau ou encore Douarnenez, ce sont des centaines de personnes qui ont manifesté le week-end dernier. À Douarnenez dans le Finistère, le cortège a rassemblé plus de 600 manifestantEs, jeunes et moins jeunes, pour revendiquer l'accès au logement pour toutes et tous, en n'oubliant pas les plus précaires et les réfugiéEs.

### Colère face à l'inertie des pouvoirs publics

La manifestation était ouverte par la joyeuse et militante fanfare des « Invisibles », et la banderole de tête proclamait : « Crise du logement : zone tendue partout en Bretagne ». La mobilisation locale réussie a été le fruit de l'unité dans le collectif « Agir pour le logement, il y a Urgence » : des associations pour le droit au logement, des syndicats et partis dont l'UDB, EÉLV, le PCF, Ensemble, la FI et le NPA Douarnenez.

« Surtaxons les résidences secondaires » ; « Vue sur mer pour les précaires » ; « Encadrement des loyers » ; « Régulons les locations de courte durée »... Autant de mots d'ordre qui, avec la fanfare, ont animé la manifestation. Après une longue déambulation, le cortège s'est rendu au pied de l'Hôtel de ville pour exiger des éluEs municipaux de droite, imperméables jusqu'à présent à ces revendications, qu'ils agissent pour faire de Douarnenez une « zone tendue » permettant de décider d'une autre politique et d'agir immédiatement pour l'accès au logement digne et dans la durée pour celles et ceux qui vivent au pays. La colère est grande face à l'inertie des pouvoirs publics mais surtout à la « prime » aux résidences secondaires et autres Airbnb qui asphyxient l'accès au logement des plus jeunes et plus précaires.

L'ampleur de la manifestation à Douarnenez, mais aussi dans de nombreuses villes en Bretagne, laisse à penser que le combat unitaire va se poursuivre et que celui-ci peut entrer largement en résonance avec toutes les mobilisations de la rentrée contre le désastre climatique, les mauvais coups du gouvernement Macron, contre la vie chère et pour l'augmentation des salaires et de tous les revenus.

Correspondant NPA Douarnenez

Le ton a été donné le 25 août dernier, lors de la réunion de rentrée des recteurs d'académie – chargés de rendre concrets les principaux axes du ministère partout sur le territoire. Pour la première fois, le président de la République participait à cet événement. Et c'est Macron lui-même qui a décliné sa politique pour l'Éducation nationale. Le symbole est évident : Pap Ndiaye n'est qu'un clou du Vulcain de l'Élysée.

Là où Blanquer avait une vision précise pour l'éducation (que nous avons toujours dénoncée), Pap Ndiaye laisse son cabinet assurer l'intendance. Et ce cabinet n'est composé que de blanqueristes convaincus. Par exemple, le 29 août, Ndiaye annonce dans la presse vouloir « décaler un peu » les épreuves de spécialité du baccalauréat (qui ont lieu en mars). Mais le ministère déclare<sup>1</sup> le 30 août qu'il « n'entend pas revenir sur le calendrier de l'année de Terminale. » À se demander qui commande vraiment ?

### Il n'y a pas de prof devant chaque classe

Cet été, la fermeture des services des urgences dans de nombreux hôpitaux avait mis en lumière le manque de personnels. Le gouvernement ne voulait pas remettre le couvert chez les profs. Ainsi 4 500 adultes ont été engagéEs comme contractuelEs, avec une formation d'à peine quatre jours, essentiellement pour « tenir » les classes. Et il faudra sans doute en embaucher autant, tout au long de l'année, pour remplacer les enseignantEs qui démissionneront. Alors que le SNES-FSU (syndicat majoritaire chez les enseignantEs de collèges et lycées) constate le manque d'au moins un enseignantE à temps plein dans 62% des établissements, Pap Ndiaye ose affirmer que « la rentrée s'est bien passée. » C'est sans doute vrai pour ses enfants, scolarisés à l'École alsacienne, une école privée du centre de Paris dont les frais d'inscription s'élèvent à plus de 1000 euros par trimestre!

C'est finalement la seule vision que Pap Ndiaye propose pour l'école : la rendre payante pour les parents qui le pourront et le voudront.

## ÉDUCATION NATIONALE

# Pour que rien ne change... il faut que rien ne change

Si quiconque avait pu croire que la nomination de Pap Ndiaye au poste de ministre serait un signe du changement de Macron, force est de constater qu'il n'en est rien. La rentrée scolaire incarne la poursuite de la destruction du service public d'éducation.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

L'école publique et gratuite ne servira qu'à garder les jeunes en attendant leur majorité. Car le premier bilan de l'École Blanquer est dramatique : baisse de la réussite au baccalauréat (-2,8%), alors que le ministère avoue avoir augmenté arbitrairement une note sur cinq, et surtout l'échec de ParcoursSup, qui a laissé 10,5% des jeunes sans proposition au 15 juillet. Preuve, s'il en fallait, que l'objectif de ce gouvernement est de diminuer le niveau moyen de connaissances et de diplôme. Ce n'est pas étonnant, dans cette optique, qu'ils fassent tout pour promouvoir le service national universel (SNU). L'armée voudra toujours embaucher les jeunes sans avenir scolaire.

### Mise au pas

On aurait pu croire que la politique éducative de Ndiaye serait différente au moins sur la répression. La réponse est arrivée le 4 septembre avec la suspension

pour quatre mois de Kai Terada (enseignant, co-secrétaire du syndicat SUD éducation 92) avec une possible « mutation dans l'intérêt du service ». Nous affirmons tout notre soutien à notre collègue et nous serons présentEs au rassemblement de solidarité avec Kai, le 21 septembre devant le ministère. Là encore, on reconnaît la patte de Blanquer et sa haine farouche des militantEs pédagogiques, engagés ou grévistes.

La réponse du gouvernement aux annonces, par les syndicats, de grèves à la rentrée, a été sans appel : 8 500 gendarmes et policiers vont être embauchés. Voilà qui donnera le ton de nos manifs. Visiblement, le gouvernement a de l'argent pour réprimer nos colères, pas pour augmenter nos salaires.

### Frapper ensemble

Face à cela, nous devons prendre nos responsabilités. Des établissements se mettent en grève pour

refuser les conditions de rentrée. Notre objectif doit être de faire converger les luttes avec comme point d'orgue la grève du 29 septembre, appelée sur les salaires et les conditions de travail par la CGT, Solidaires et la FSU. Nous devons nous saisir de toutes les occasions pour nous rassembler (grèves, manifs, marches...). Il est possible que, dès le 20 septembre, des coordinations d'équipes combattives se réunissent. L'objectif doit être la réussite du 29 et d'engager le combat durablement contre ce gouvernement. Pour la défense de l'école publique, nous devons réunir les syndicats, les associations pédagogiques, les parents, les jeunes... Cela passe par une réflexion en profondeur sur l'école que nous voulons, à l'opposé de l'École libérale et réactionnaire du gouvernement.

Raphaël Greggan

1 – Lire : <http://conferenceassociations.blogspot.com/2022/09/baccalaureat-audience-au-ministere.html>

## TRANSPORTS EN COMMUN LYONNAIS (TCL) Comme dans d'autres réseaux, en grève pour l'augmentation des salaires!



DR

Les conducteurEs de bus lyonnais ont fait grève vendredi 9 septembre en réaction aux conditions d'attribution d'une prime, et surtout pour une véritable augmentation des salaires.

La direction de Keolis Lyon prétend que cette prime irait au maximum jusqu'à 600 euros. Mais cette somme serait en réalité amputée de 200 euros dès le premier jour d'absence. Alors à l'annonce du projet de la direction, les boucles WhatsApp de conducteurEs ont chauffé et l'idée de faire grève a circulé. Ils et elles étaient donc 200 en grève vendredi 9 septembre. Pour une initiative de la base et préparée en quelques jours, c'est plutôt un succès!

### La démocratie ouvrière contre les manœuvres patronales

Mais le vrai succès de cette grève a été la tenue d'une assemblée générale à une cinquantaine : une première depuis longtemps. Le débat sur les suites à donner à cette journée a été riche. La journée d'action du 29 septembre permettrait de se faire entendre au côté d'autres travailleurEs pour des revendications que touTEs partagent, mais d'ici là? L'idée de faire grève une ou deux heures par jour s'est imposée.

Cela va certes donner quelques sueurs aux maîtrises, mais le risque est grand que le mouvement se disperse dans des débrayages « chacun de son côté ». Or, la force d'une telle grève, c'est de se réunir à plusieurs pour se compter et discuter ensemble, au-delà de son dépôt et même, au-delà de son entreprise. Car l'ambiance est chaude dans les transports urbains. Des prises de contact entre conducteurEs en lutte des différents réseaux commencent, première étape d'une coordination des grévistes pour un mouvement d'ensemble du transport qui serait à même de faire reculer un patronat qui est, lui, très organisé.

Correspondants



NPA

## TRANSPORTS Face à la pénurie organisée par les patrons

Depuis quelques semaines, les entreprises du transport déplorent un manque de main-d'œuvre, et des difficultés à recruter, à tel point qu'elles sont contraintes de réduire leur offre de transport.

Chaque jour, la SNCF supprime des milliers de trains faute de conducteurs, et la fréquence des bus baisse (parfois beaucoup) comme à Paris. À la SNCF, il manquerait cette année 1200 conducteurs sur l'ensemble du territoire. Et la situation est semblable dans les bus — qu'il s'agisse des réseaux urbains ou de l'interurbain. Le syndicat des transports d'Île-de-France (IDFM) estime manquer de 1800 conducteurs

de bus sur 30 000, et dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, par exemple, ce sont 1 000 postes de conducteurs qui restent vacants.

### Les sous-effectifs ne datent pas de la pandémie

Les dirigeants du secteur accusent la pandémie d'être en grande partie à l'origine de cette pénurie « conjoncturelle » du fait de la diminution des formations et des recrutements ces deux dernières années. C'est peut-être en partie

vrai. Tout comme le vieillissement de la profession qui n'a pas été anticipé. Mais les problèmes de sous-effectifs dans les transports ne datent pas de la pandémie. Depuis des années, le sous-effectif est entretenu pour étendre les durées de travail au maximum de ce que permet la réglementation, évitant ainsi d'embaucher pour faire des économies et gonfler les bénéfices. Les conditions de travail se dégradent, ce qui entraîne en retour la démission de nombreux

et nombreuses conducteurs. À la RATP, c'est la casse sociale permise par le nouveau Cadre social territorial (CST) introduit cet été qui cause des dizaines de départs chaque mois. La situation est similaire à la SNCF, qui supprime des milliers de postes depuis des années.

### Les patrons veulent embaucher? Qu'ils augmentent les salaires!

La pénurie actuelle de conducteurEs est le résultat direct d'une politique de suppression de postes combinée à une casse sociale organisée, menée par les entreprises du transport en vue de l'ouverture à la concurrence. Dans toute la branche, cette politique se traduit par des remises en cause d'accords d'entreprise qui tirent salaires et conditions de travail vers le bas. À la SNCF, la réforme de 2018 a mis fin à l'embauche au statut et à la garantie de l'emploi. Avec des conditions de travail dégradées, des salaires bas et un avenir incertain, on comprend mieux le manque d'attractivité de ces entreprises. Début septembre, des grèves ont éclaté dans les transports urbains de plusieurs villes sur les mêmes bases : contre les salaires insuffisants et le sous-effectif qui pèse sur les conditions de travail. Leurs revendications sont celles de toutes les travailleurEs du secteur : si les patrons cherchent désespérément à embaucher, qu'ils augmentent les salaires, au moins à hauteur de l'inflation galopante. Et qu'ils cessent de dégrader le niveau de vie des travailleurEs au gré des appels d'offres. S'ils veulent que les transports continuent de circuler, il va falloir payer!

Correspondants

## ÉCOLOGIE La gratuité des transports en commun plus que jamais d'actualité

Les récentes décisions de l'Allemagne et de l'État espagnol ont mis sur le devant de la scène, à une échelle jusqu'alors inconnue, la question de la gratuité des transports en commun, alors que la gratuité totale des trains, bus et tramways qui existe au Luxembourg depuis 2020 était jusqu'alors restée confidentielle.

C'est principalement pour lutter contre les effets de l'inflation que le gouvernement socialiste de l'État espagnol a rendu les trains régionaux et de banlieue gratuits pour les quatre derniers mois de 2022, une mesure qui concerne les grandes villes. La décision allemande d'un pass transports à 9 euros pour tous les transports en commun à l'exclusion des trains grandes lignes était plus centrée sur les questions environnementales. Si ce n'est pas la gratuité, c'est une avancée considérable, qui a eu un succès énorme, 52 millions de pass vendus en Allemagne, en plus des 10 millions d'abonnéEs habituels. Le bilan est sans appel : une économie de 1,8 million de tonnes de CO<sub>2</sub>, la diminution de la pollution de l'air de 6%, moins de bouchons routiers dans la plupart des villes, et une utilisation plus importante des transports collectifs dans les territoires à faible revenus. Le débat est ouvert pour rendre la mesure permanente.

### La gratuité, ça marche

En France une quarantaine de villes ont d'ores et déjà instauré



DR

la gratuité. La dernière en date est Morlaix. D'autres l'ont mise en place les week-ends, comme à Nantes, avec une fréquentation en hausse de 15%. Montpellier, qui prévoit la gratuité totale en 2023 pour concilier pouvoir d'achat et décarbonation des transports, l'a également initiée le week-end et l'étend à diverses catégories. Comme toujours, les mesures de tarification sociale ont une limite, elles ne s'appliquent qu'à celles et ceux qui font les démarches (50% des concernés). Malgré cela, les déplacements des jeunes

de moins de 18 ans ont augmenté de 70% à Montpellier. Partout, le bilan est le même : lorsque l'offre de transports est adaptée aux besoins de la population et que la gratuité est mise en place, la fréquentation augmente, jusqu'à doubler en quelques années. Le débat s'invite dans les agglomérations les plus polluées aux particules fines et autres gaz toxiques, concernées par les zones à faible émission (ZFE) instaurées par la loi mobilités de 2018. Les véhicules les plus anciens en sont exclus, ce qui limite les contraintes à

celles et ceux qui n'ont pas les moyens de changer de véhicule, qui sont rejetés loin de leur lieu de travail et des centres-villes par le montant des loyers. La mesure est non seulement discriminatoire et injuste socialement, mais elle est aussi inefficace. Les aides gouvernementales et locales pour acheter des véhicules « propres » sont catastrophiques pour le réchauffement climatique : entre le bilan carbone de la destruction d'un véhicule ancien et la construction d'un véhicule neuf, pour avoir un bilan carbone positif, il faut rouler... 300 000 km. Sans compter que les véhicules électriques polluent aussi, plus de 40% des particules fines émises par les véhicules provenant de l'usure des pneus et des freins. Là encore, la seule solution efficace, c'est le développement de transports en commun au travers d'investissements massifs, pour qu'ils soient rapides, de qualité, accessibles et bien raccordés aux autres mobilités. Et, bien sûr, totalement gratuits. C'est la seule manière pour répondre efficacement aux défis sociaux, climatiques et sanitaires. Aujourd'hui, et vite!

Patrick Le Mool

RENNES

## Tuée par la police

Elle avait 22 ans. Elle est morte tuée par une balle tirée par un policier lors de l'interception, à Rennes, du véhicule dont elle était la passagère.

Deux fois, le 7 septembre, un « refus d'obtempérer » s'est soldé, à Nice et à Rennes, par un tir fatal d'arme à feu. Déjà neuf fois en 2022, contre 4 en 2021.

### La police tue...

... mais il ne fait pas bon le dire trop fort! Le même soir, à Lyon, des colleurs d'affiches en ont fait les frais, interpellés et mis en garde à vue pour « outrage par apposition d'affiches » titrées « La police tue »! Tout est fait pour légitimer l'usage des armes par des policiers qui ne pourraient pas faire autrement que de tirer sur des malfaiteurs de plus en plus nombreux et dangereux... Et ça marche! Une jeune femme de 22 ans, assise dans une voiture à côté d'un homme recherché par la police pour trafic de drogue, est tuée, et à Rennes c'est quasiment le silence! Personne, ou presque, ne réagit ni ne s'insurge, personne, ou presque, ne dit que la police tue...



### Une volonté politique!

Pour faire admettre que des policiers tirent sur des personnes et les tuent, l'accent est toujours mis sur le fait que ce sont des trafiquants, des voleurs de voiture, connus des services de police... — donc coupables! — ou des personnes qui les accompagnent — donc susceptibles d'être coupables. Le danger qu'ils et elles feraient courir aux policiers est toujours mis en avant.

La loi a même changé en 2017 : comme pour les gendarmes, les policiers peuvent tirer sur un véhicule quand un conducteur n'obtempère pas et « quand il est susceptible de porter atteinte à leur vie ou à celle d'autrui ».

Le ministre de l'Intérieur affiche son soutien systématique et « a priori », les syndicats de policiers et les politiciens démagogues de tout poil passent en boucle dans certains médias : il en ressort un tableau à charge qui fait de la personne tuée la responsable de sa mort! « Elle l'a bien cherché », disent les commentaires...

### Résister, combattre!

Ne pas s'habituer, continuer à dénoncer, à dire que la police tue. Mais au-delà, il faut avoir conscience que cette police qui tire sur des véhicules qui refusent d'obtempérer, la BRI, qui a tué la jeune femme mercredi 7 septembre à Rennes, la BAC, qui a tué Babacar Gueye en 2015, c'est la même que nous retrouvons dans les quartiers populaires face aux jeunes, c'est aussi la même que nous retrouvons face aux manifestantEs dans la rue!

Alors les organisations du mouvement ouvrier, du mouvement social, doivent se réapproprier les mots d'ordre exigeant la dissolution des unités d'exception comme la BAC et le désarmement de la police.

CorrespondantEs



## L'Anticapitaliste la revue

Le n°138 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

### L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

# Fête de l'Huma 2022

## Après la pluie le temps est beau, et le débat politique au rendez-vous

Une fois encore, le NPA a tenu un stand durant les trois jours de la fête de l'Humanité.

Pour la fête de l'Huma, c'était l'année des premières tant sur le plan matériel que politique. Première évidemment pour un nouveau lieu, puisque chassée du Bourget pour cause de grands projets de gentrification du 93 compris dans le package des JO 2024. Et ce n'était pas gagné vu le lieu d'atterrissage, sur une ancienne base aérienne, du fond de l'Essonne. Première politique aussi, après la campagne de Roussel à la présidentielle, pensée et construite en rupture avec le Front de gauche, puis l'émergence de la Nupes et les tensions qui la traversent et que Roussel met en scène avec beaucoup de verve...

### Des jeunes, de la pluie, des débats

Du monde s'est aventuré jusqu'à la base du Plessis-Pâté, mais avec une déperdition des milieux des quartiers populaires du 93 qui avaient pris l'habitude d'aller à La Courneuve, et n'ont pas été remplacés, à cette étape, par celles et ceux du 91. Un site également compliqué d'accès pour les personnes d'un âge certain et/ou à mobilité réduite, au vu de la distance à parcourir à pied et quand le terrain se transforme en champ de boue... Résultat : la présence de beaucoup de jeunes, pas venus que pour faire la fête, comme on a pu s'en rendre compte au stand du NPA particulièrement fréquenté pour y prendre des infos, des stickers ou discuter plus précisément, voire participer aux débats. Le stand du NPA a ainsi été un lieu de politique et de culture, avec le stand de la librairie La Brèche, où



chacunE a pu prendre connaissance des récents (et moins récents) ouvrages s'inscrivant dans le champ des idées et des débats du mouvement ouvrier et de la pensée critique, dans toute leur diversité, et avec plusieurs initiatives organisées le samedi. En début d'après-midi, Alexander Neumann, enseignant en philosophie à l'Université Paris VIII, est ainsi venu présenter et discuter son ouvrage *la Révolution et nous*, suscitant intérêt, questions et échanges de qualité.

Plus tard dans l'après-midi, un débat sur la rentrée sociale et les perspectives à gauche s'est tenu, en présence de Sarah Legrain (députée LFI/Nupes), Céline Verzeletti (secrétaire confédérale CGT), Murielle Guilbert et Simon Duteil (co-délégués nationaux de Solidaires), Aymeric Seassau (exécutif du PCF) et Mornia Labssi (collectif des quartiers populaires « On s'en mêle »), Christine Poupin assurant la représentation du NPA. Une discussion riche et animée, qui a montré la nécessité d'organiser ce type d'échange, en refusant la séparation artificielle

entre « gauche sociale » et « gauche politique » — tout en respectant les rythmes, les préoccupations et l'autonomie de chacun. L'occasion de mesurer les convergences, les nuances et les divergences, mais aussi la préoccupation partagée de travailler à la construction d'une riposte de masse, unitaire, face au néolibéralisme-autoritaire de Macron, et de poursuivre et approfondir les discussions concernant la (re-)construction des outils de défense et d'organisation de notre classe, y compris sur le champ politique.

### Succès de l'intervention de Philippe Poutou

En fin de journée, l'intervention de notre camarade Philippe Poutou a été particulièrement suivie et appréciée, dans un stand particulièrement jeune et plein à craquer. L'occasion de rappeler notre appréciation de la rentrée sociale et politique, de proposer des perspectives alliant construction des mobilisations contre Macron et ses politiques, dans l'unité et la radicalité, et initiatives et discussions posant la

question de la construction d'une véritable gauche de combat, aussi fidèle aux intérêts des salariéEs et de la jeunesse que Macron l'est à ceux du patronat. L'occasion aussi de polémiquer avec ceux qui, à gauche, à l'instar de Fabien Roussel, reprennent à leur compte les antiennes du social-libéralisme, voire de la droite : un bien mauvais service à rendre à notre camp social. L'intervention de Philippe avait été précédée d'une prise de parole concernant la situation en Ukraine, parce que nous sommes internationalistes, mais aussi parce qu'il nous semblait nécessaire de faire entendre un autre son de cloche, dans la fête de l'Humanité, concernant la solidarité avec le peuple ukrainien, malheureusement écrasée dans les débats « officiels » par les discours « pacifistes » renvoyant dos-à-dos les impérialismes et refusant de se positionner concrètement en soutien aux droits et à la résistance, armée et non armée, des UkrainienEs.

Notre stand a aussi été un lieu de fête, avec les désormais célèbres soirées « Marx, Engels, Lénine et Beyoncé », animées par notre camarade Tarik, et au cours desquelles la vigilance collective est de mise afin que chacun, et surtout chacune, puisse faire la fête en toute liberté, sans subir les comportements particulièrement oppressifs qui sont malheureusement de mise dans bien des événements festifs de la fête de l'Huma.

Au total, une petite réussite, et une étape importante dans les discussions, nécessaires, dans la gauche sociale et politique, pour relever la tête, faire face au rouleau compresseur Macron, à la menace de l'extrême droite, et offrir des perspectives politiques crédibles.

**CorrespondantEs**

## Violences sexistes et sexuelles

# À la CGT, rien n'est réglé

En février 2022, un dirigeant de la CGT, Benjamin Amar, de l'UD 94, était suspendu par la direction confédérale de ses mandats nationaux suite à une plainte pour « viol », « torture » et « actes de barbarie ». Mais six mois plus tard, Amar vient d'être réintégré.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

À l'époque, la suspension avait suscité des réactions car il est rare qu'un syndicat mette de lui-même sur la place publique ce type de sujets. Cela avait même été salué positivement par nombre de féministes qui remarquaient qu'on mettait enfin un terme à l'omerta à propos des violences sexistes et sexuelles au sein d'un syndicat. Mais, six mois plus tard, on a appris que Benjamin Amar était réintégré dans ses mandats nationaux car l'affaire

venait d'être « classée sans suite par le parquet ». Aussitôt Benjamin Amar a communiqué sur les réseaux sociaux : « Je me félicite de cette issue alors même que j'avais immédiatement clamé mon innocence la plus absolue. Si le nouveau concept sociétal de "présomption de sincérité" prend une dimension parfois salutaire dans le cadre de la répression des violences faites aux femmes, il ne saurait se substituer ni même être équivalent au principe fondamental de la présomption d'innocence. »

### Une décision satisfaisante ?

Est-ce une issue satisfaisante et pense-t-on que c'est la justice bourgeoise qui peut trancher ce type d'affaire ? Non, car la justice bourgeoise protège la plupart des violeurs ! La juriste Catherine Le Magueresse rappelle ainsi que « la règle, en France, pour les violeurs, c'est de ne pas être puni. 1% des viols déclarés — à ne pas confondre avec le nombre de plaintes puisque seulement 10% des victimes portent plainte — sont sanctionnés par un procès pénal aux assises. Soit 1500 agresseurs majeurs et mineurs par an, quand les enquêtes de victimation nous parlent de plus de 100 000 viols et tentatives de viols par an. Autrement dit : 99% des violeurs peuvent tabler sur leur impunité. »<sup>1</sup>

Les syndicats, comme l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier, doivent faire mieux que la justice et la police bourgeoises pour protéger des

agressions sexistes et sexuelles, comme des violences contre les LGBTI+<sup>2</sup>. À propos de Benjamin Amar, l'enquête interne de la cellule de veille a clairement mis en évidence des comportements inacceptables pour une organisation qui lutte contre l'oppression et les inégalités hommes/femmes. La « procédure » mise en œuvre n'est conforme ni aux résolutions de la CGT sur le traitement interne des signalements VSS (qui prévoient que la cellule transmet son rapport aux organisations concernées qui doivent prendre une décision) ni à ce que la CGT revendique sur les lieux de travail (mesure conservatoire, enquête et le cas échéant sanction par l'employeur sans attendre une décision de justice).

### Un grave précédent

La direction de la CGT, s'appuyant sur ce rapport, aurait dû mettre Benjamin Amar « hors d'état de nuire ». Mais

même les secteurs de la CGT les plus sensibilisés aux questions féministes ont appuyé cette décision et ont ainsi participé à créer un énorme précédent qui sera utilisé par tous ceux qui veulent liquider la cellule de veille... Cette décision aura forcément des conséquences négatives pour la CGT. Cela envoie le message aux femmes qu'on peut être un « prédateur sexuel » et responsable CGT. Et cela indique que la « démocratie » au sein de la CGT repose plus sur le rapport de forces que sur le débat ouvert et les valeurs émancipatrices pour toutes et tous.

1 — « La plupart des magistrats appliquent un droit sexiste : celui des hommes d'accéder aux corps des femmes », *Basta!*, 23 mai 2022.

2 — Lire à ce propos « Violences sexuelles : les syndicats doivent faire mieux que la justice patriarcale », sur <https://blogs.mediapart.fr/resysem/blog/290822/violences-sexuelles-les-syndicats-doivent-faire-mieux-que-la-justice-patriarcale>

Documentaire

« **E**t vous n'avez pas envie de leur dire : Mais merde, bougez votre cul ? » s'écrient en chœur, et en conclusion, l'équipe du film et les scientifiques qu'elle a réunis...

Dans huit pays, sur quatre continents

Le documentaire de Marie-Monique Robin est clair comme une leçon de choses et complexe comme un séminaire universitaire. Elle nous emmène sur le terrain, à la suite de scientifiques qui font autorité, pour y mener l'enquête. Nous la suivons ainsi tout autour de la planète, à la recherche des liens à établir entre la biodiversité et l'émergence des pandémies. Les pieds dans la boue, au milieu de la sombre forêt primaire, ou dans les savanes africaines, dans la mangrove d'Amérique centrale ou au cœur de la forêt secondaire en Asie, la démonstration se fait méthodique, implacable.

Une violente réaction de la nature

L'enjeu est de taille ! Il s'agit de documenter le fait que les pandémies, les zoonoses, dont le Covid n'est qu'un exemple, sont de plus en plus fréquentes, que cela s'aggrave et va continuer de s'aggraver. La cause en est la destruction de la biodiversité par l'activité humaine, via des processus industriels d'accumulation du profit — le capitalisme — ou via des pratiques de survie de populations pauvres maintenues dans le plus grand dénuement par... le capitalisme. À aucun moment le mot n'est prononcé, mais la description de la société responsable du désastre est bien celle-là : le capitalisme !

C'est nous le problème, pas les animaux

Le lien est ainsi établi entre les atteintes à la biodiversité et

# La Fabrique des pandémies, de Marie-Monique Robin

Avec Juliette Binoche, et la contribution scientifique de Serge Morand (CNRS). Musique d'Emily Loizeau. Sur France TV La 1ère, disponible jusqu'au 22 décembre 2023.



de vecteurs de transmission. Et l'on est stupéfait d'apprendre que l'émergence du Covid s'est produite dans l'une des deux zones à risques pointées par l'équipe pluridisciplinaire basée en Guyane, du chercheur Rodolphe Gozlan (IRD), en se basant sur les « facteurs récurrents de ces émergences » : la déforestation, des extrêmes climatiques, ou l'urbanisation. Le boom mondial des transports aériens (× 10 000 en 50 ans !) fait le reste.

Tout est connecté

Au-delà des constats, le film contient aussi des éléments de solution, un message d'espoir. Les recherches d'un nouveau laboratoire « One Health » qui permettra de coordonner le suivi médical des humains et des animaux dans la région des Masaï, ainsi qu'une initiative exemplaire du concept « Planetary Health » à Madagascar, visant à promouvoir simultanément la santé des humains, de la faune et des écosystèmes, tendent à prendre vraiment en compte l'interconnexion des espèces, humains ou non-humains. De la même façon, l'expérience d'un village de Thaïlande, victime d'une déforestation de masse au profit de la monoculture de palmier à huile, qui retrouve des couleurs au bout de vingt ans d'interdiction d'arrachage et de culture sur brûlis, montre que des décisions politiques courageuses sont nécessaires et qu'elles sont payantes !

Claude Moro

l'émergence des pandémies, via la disparition de prédateurs, la diminution de la diversité des espèces qui concentre et accélère les liens

directs, sur un territoire donné, entre les espèces « réservoirs » (qui portent les pathogènes) et les espèces « compétentes » qui servent

Essai

# La grande grippe: 1918, la pire épidémie du siècle, de Freddy Vinet

Éditions Vendémiaire, 264 pages, 22 euros.

« **R**ien n'est jamais acquis en matière de lutte anti-infectieuse. La préservation d'une culture épidémiologique demeure essentielle [...] face à l'émergence inévitable de nouveaux pathogènes » : c'est la conclusion prophétique de Freddy Vinet dans son analyse de la grande grippe, qui décrit une histoire oubliée. Pas de mémoire collective, peu de recherches, pas de traces dans le paysage, alors que les nouvelles estimations des morts (entre 50 et 100 millions) dépassent celles du conflit armé. Aux États-Unis, la grippe dite espagnole fit plus de victimes que la Première Guerre mondiale. Mais l'évènement reste largement ignoré dans la littérature et au cinéma.

Une diffusion fulgurante

Ce livre nous rappelle les caractéristiques de cette épidémie sous-estimée, voire niée dès son apparition, qui va connaître trois phases, d'avril 1918 à mai 1919. La deuxième vague, d'août à novembre 1918, est



la plus virulente. Les symptômes sont connus, mais son origine reste mystérieuse, car on ne connaît pas l'agent pathogène à l'origine de la grippe. Rappelons que le virus de la grippe ne fut isolé qu'en 1933 et que le premier vaccin sera développé en 1944. En 1918, on ne disposait en outre pas encore d'outils pour observer les virus, bien plus petits que les bactéries.

Si l'origine est inconnue, la grippe est détectée aux États-Unis en mars 1918 par des médecins militaires. Sa diffusion dans le monde est fulgurante, provoquée par les déplacements de troupes engagées dans le conflit mondial. La rapidité des transports est inédite, l'Atlantique est traversé en une semaine.

Des conditions sociales aggravantes

La morbidité touche essentiellement des jeunes adultes entre 20 et 50 ans et la période d'incubation est très courte. L'épidémie est d'une contagiosité extrême, elle s'inscrit aussi dans un contexte de guerre, qui a déjà connu beaucoup d'autres souffrances. Mais l'armée a aussi concentré le matériel et le personnel médical, les moyens de transport, laissant les populations civiles et surtout rurales pratiquement sans moyens médicaux. Les conditions sociales (pauvreté, dureté du travail, environnement) sont alors des conditions aggravantes, tout comme la fragilité des voies respiratoires des soldats

gazés. Aux États-Unis, une enquête montre un taux de mortalité chez les blancs les plus précaires deux fois supérieur à celui des plus riches. Autre exemple, l'augmentation de la mortalité dans les beaux quartiers de l'ouest parisien correspond à celui du personnel domestique.

La méfiance actuelle envers les vaccins est certainement à mettre aussi au compte de l'oubli des maladies infectieuses.

José Sanchez

Paru dans le n° 367 de solidaritéS (Suisse).

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie **la-breche.com**

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43  
www.la-breche.com  
contact@la-breche.com  
Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h – 20 h

Récit

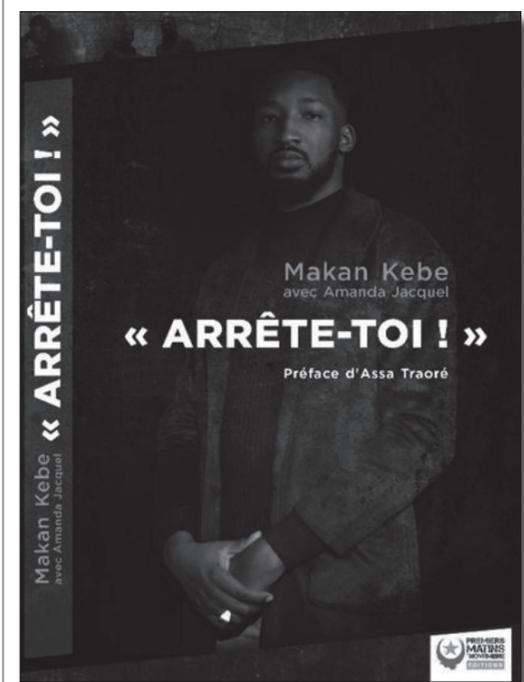
# Arrête-toi!, de Makan Kebe (avec Amanda Jacquel)

Préface d'Assa Traoré, éditions Premiers Matins De Novembre, 232 pages, 15 euros.

Écrire pour expliquer et dénoncer, pour soigner, pour se défendre et construire. Le livre de Makan Kebe avec Amanda Jacquel prend place dans l'histoire des luttes contre les violences d'État comme un fil tendu entre nos résistances et nos espoirs. Makan Kebe avance sur ce fil comme le funambule dont il peint la métaphore au long de l'ouvrage.

Les effets des violences d'État décortiqués

À partir des brutalités policières subies en juin 2013 par sa mère, son frère et lui-même lors d'une opération à Villemonble (93) où il est pris pour un autre par les forces de l'ordre, il décrit d'autres violences, presque toujours invisibilisées : les profondes implications qui frappent la communauté des proches et les victimes elles-mêmes lorsqu'elles ont survécu, au moment de la catastrophe et pendant les années qui la prolongent. Hospitalisations, incarcérations, judiciarisation, médiatisation... Ce livre décrit les violences institutionnelles, symboliques et bien réelles qui continuent de marquer les corps et les psychismes au cours des longues années de lutte et sur le chemin difficile de la reconstruction collective. Accompagné de photos des collectifs Cœur et La Meute, il est la trace d'une époque dans l'histoire de ces luttes, où les survivantEs, à l'heure de la construction d'un large mouvement d'entraide face aux violences



d'État, se relèvent aussi en prenant la plume et se rétablissent comme « auteurs » de leurs propres histoires. Ce sont les mots d'Assa Traoré, qui elle aussi écrit au cœur du combat et qui a préfacé le livre. Elle y rend hommage au rôle central des mères dans les quartiers populaires et dans les combats pour l'émancipation.

Arrête-toi! décortique aussi la manière dont les violences d'État participent à tenter d'arrêter les parcours de vie, personnels et collectifs, ainsi que les espoirs de transformation dans les quartiers ségrégués de la France contemporaine.

Ce livre est aussi une analyse critique sur les partitions qu'engendrent les systèmes de domination dans nos chairs et nos personnalités. Il met des mots sur la manière dont les violences d'État colonisent jusqu'à l'intérieur des corps, comme l'explique Assa Traoré au sujet de Fatouma Kebe, la mère de Makan, qui a perdu un œil puis sa santé et enfin sa vie dans cette histoire. Les mots d'Amanda Jacquel et de Makan Kebe sont des boucliers et des remparts, des pansements et des abris où se régénérer et faire corps « tous autant que nous sommes », selon les mots d'Assa Traoré. Alors que les violences d'État « percutent l'intime au quotidien » comme l'écrit Makan Kebe, Arrête-toi! participe à la reprise en main du récit par les dominéEs elles et eux-mêmes.

Mathieu Rigouste

# «L'effet "nouveau roi" ne mettra pas fin aux conflits sociaux»



Difficile de passer à côté du matraquage médiatique autour de la mort de la reine Elisabeth II. Nous publions à ce propos une contribution de **Martin Clarke**, du groupe Anticapitalist Resistance.

**C**iaran Jenkins, le correspondant écossais de Channel 4, a mis le doigt sur le problème : « *Maintenant, le vaste appareil d'État va entrer en action dans le cadre d'un plan longuement répété* ». Et c'est ce qui s'est passé, avec des reportages télévisés et radiophoniques sur tous les détails imaginables de la vie de la reine Elisabeth, des pages et des images en nombre incalculable dans tous les journaux et l'hypothèse que chaque individu, chaque institution, partage la douleur de la famille royale alors que commence le long cortège funéraire depuis l'Écosse jusqu'au lieu de sépulture.

## La bataille contre la hausse des prix reprendra

L'utilisation de la famille royale pour stimuler le patriotisme et le nationalisme est un véritable cadeau [pour les gouvernants]. Nous avons un couronnement à venir, plus de nombreux autres événements centrés sur Charles et sa famille, dont l'investiture de William comme prince de Galles, un événement énorme pour l'establishment.

Mais l'effet « nouveau roi », aussi puissant soit-il, ne résoudra pas les dilemmes économiques du gouvernement et ne mettra pas fin aux conflits sociaux qu'il suscite. La proposition avancée par Liz Truss pour résoudre la crise des prix de l'énergie est que le gouvernement donne aux compagnies d'énergie environ 150 milliards de livres sterling, qu'il récupérera ensuite par le biais des impôts. Ce qui va frapper très durement la classe ouvrière et certaines personnes de la classe moyenne. Et cela ne changera rien pour cette énorme partie de la classe ouvrière, qui se compte maintenant en millions, et qui souffre déjà de la pauvreté alimentaire et énergétique. Un nouvel hymne national ne sera pas d'une grande utilité lorsque la bataille contre la hausse des prix reprendra. Alors que le gouvernement a temporairement gelé les augmentations de loyer, c'est un autre coup dur concernant les prix qui va finir par s'abattre sur les locataires privés, faisant des dizaines de milliers de sans-abri.

Un blogueur de gauche a rapporté le jour de la mort d'Elizabeth Windsor que les bars et restaurants du centre de Londres étaient pleins du bruit habituel des bavardages et des rires de tout jeudi soir. Les gens aisés, au moins, ne prenaient pas le deuil trop au sérieux.

## Des Tories réactionnaires

Mais cette mobilisation réactionnaire tente de tout balayer devant elle. À tel point que les syndicats qui luttent pour un salaire décent, comme le RMT et le CWU, se sont sentis obligés d'annuler les grèves d'une journée prévues. La classe dirigeante doit lever son verre pour remercier tout spécialement



WIKIMEDIA COMMONS

la monarque défunte de lui avoir accordé un répit dans la tempête sur les prix de l'énergie et dans la vague de grèves.

Pour la nouvelle Première ministre conservatrice, le moment ne pouvait être mieux choisi, lui permettant de jouer un rôle de premier plan dans le deuil de la nation, constamment à l'antenne, avec un air solennel, sous le regard appréciateur de tous les élus à la chambre des Communes, quel que soit leur parti. Cela ne durera pas, mais c'est une rampe de lancement utile pour la vague de répression du mouvement ouvrier et des droits démocratiques qui s'annonce, le tout enveloppé dans un nationalisme ultra-patriotique. Ce nouveau gouvernement conservateur est conçu pour poursuivre la guerre de classe réactionnaire sur tous les fronts, un super-Thatcherisme en action, conçu pour faire reculer les syndicats, écraser les écologistes, rappeler les médias à l'ordre et embarquer l'ensemble de la population dans une nouvelle vague de nationalisme et de militarisme réactionnaires. Ce qui est prévu peut être compris à partir de la composition du cabinet de Truss. La pièce maîtresse du nouvel agenda législatif sera un projet de loi permettant au gouvernement d'interdire les grèves dans le secteur public — parmi le personnel des chemins de fer, les postiers, les enseignants, les fonctionnaires des administrations nationales et locales ainsi que le NHS (service de santé). Il s'agira

du texte législatif le plus contesté depuis la loi anti-LGBT+ des années 1980 («Section 28»).

## «Britannia Unchained»

Liz Truss et le futur chancelier [ministre des Finances] Kwame Kwarteng font tous deux partie des cinq auteurs du livre *Britannia Unchained*, publié en 2012, dont la thèse centrale est que les Britanniques ne travaillent pas assez dur et ne comprennent pas le pouvoir libérateur du travail acharné. Selon les auteurs, les nouveaux «maîtres de l'univers» ne sont pas les banquiers milliardaires dont parle la gauche, mais les innovateurs industriels et les ingénieurs en logiciels que l'Asie de l'Est possède en abondance. Les cinq auteurs du livre ont été accusés par de nombreux commentateurs de vouloir mettre en pratique les idées de la théoricienne de la droite radicale américaine Ayn Rand. Ayn Rand pensait que l'État n'a pas le droit de taxer qui que ce soit, que le principal ennemi de la raison est l'altruisme, que les individus ne doivent rien à personne et que l'altruisme, l'empathie pour les autres, mine le capitalisme moderne. Cet ensemble d'idées avait pour contradiction que Rand croyait au rôle de l'État en tant que fournisseur d'une armée et d'une police pour défendre les droits des «citoyens». Ce qui, logiquement, signifie au moins une certaine taxation.

Les gens qui sympathisent avec ses idées aujourd'hui, du moins ceux

des partis gouvernementaux pro-capitalistes, comprennent que les idées de Rand ne fonctionneront pas, parce que le capitalisme a besoin d'un appareil d'État plus large que la police ou l'armée pour étayer et soutenir les profits capitalistes. Qui donne les milliards aux banques en faillite, comme cela s'est produit en 2008? Le gouvernement bien sûr — en Grande-Bretagne et aux États-Unis en particulier. Qui recycle les revenus des travailleurs dans les profits du complexe militaro-industriel? Toujours la même réponse.

Ainsi, les politiciens contemporains qui sympathisent avec les grandes lignes de la politique d'Ayn Rand, à savoir que la richesse et la promotion sociale sont le résultat de l'effort individuel et que, par conséquent, les plus méritants arrivent en tête, comprennent que le capitalisme a besoin d'un État. Ils veulent un petit État avec un minimum de prestations sociales, bien sûr. Mais pour le faire respecter, il faut des forces de police, des tribunaux et finalement une armée. Si les dépenses pour l'armée et la police sont maintenues, les seuls éléments de l'État moderne qui peuvent être réduits de manière significative sont ceux qui concernent les prestations sociales, comme la santé, l'éducation, les soins pour les personnes âgées, les allocations de chômage et d'invalidité. C'est sur ce terrain que l'on va se battre au cours de la période à venir en Grande-Bretagne.

Le tout dans un contexte où s'ajoute le gigantesque spectacle des couronnements, investitures, discours, inaugurations et déambulations. Les publications comme *Majesty* et *Royal Family* vont voir leurs bénéfices exploser.

Guy Debord, l'auteur de *la Société du spectacle*, se serait amusé à expliquer la pléthore d'images et d'événements royaux qui se présentent à nous, alors que la reine défunte est presque déifiée et que son fils devient le symbole de l'autorité, du patronage et de la déférence. Comme il l'a écrit :

« *Le spectacle se représente à la fois comme la société même, comme une partie de la société, et comme instrument d'unification. En tant que partie de la société, il est expressément le secteur qui concentre tout regard et toute conscience. Du fait même que ce secteur est séparé, il est le lieu du regard abusé et de la fausse conscience ; et l'unification qu'il accomplit n'est rien d'autre qu'un langage officiel de la séparation généralisée.* »

**Martin Clarke**

Version intégrale (en anglais) sur [anticapitalistresistance.org](http://anticapitalistresistance.org)

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

### DES DIZAINES DE MILLIONS D'ARGENT PUBLIC POUR LES RICHES PATRONS DE PRESSE.

Le ministère de la Culture vient de publier les données relatives aux aides à la presse versées en 2020 et 2021. Comme en 2019, ce sont les médias détenus par Bernard Arnault (Aujourd'hui en France, le Parisien, les Échos) qui touchent largement le plus d'aides individuelles : plus de 15,7 millions d'euros en 2021. Ensuite viennent ceux détenus par Xavier Niel (en particulier le Monde), avec près de 8,2 millions d'euros, talonnés de près par le Figaro (groupe Dassault) et ses 7,7 millions d'aides. Suivent les publications du groupe Altice (Patrick Drahi), à savoir Libération et l'Express, 7,5 millions à elles deux. Si on y ajoute Lagardère (Paris Match et le JDD, 2,2 millions), Pinault (le Point, 1,2 million) et Kretinsky (Marianne, 1 million), le bilan est sans appel : les médias détenus par sept milliardaires ont reçu 43,6 millions d'euros d'aides à la presse en 2021, soit près de la moitié du total (91,5 millions).

Notons par ailleurs que parmi les quotidiens nationaux, la Croix et l'Humanité, avec près de 5 millions chacun, bénéficient eux-aussi largement du système actuel.

Ce sont enfin les grands groupes de presse régionale qui se taillent une (belle) part du gâteau : 5,4 millions pour les journaux du groupe Ouest-France (détenu par une association contrôlée par la famille Hutin), 4,6 millions pour ceux du groupe EBRA (propriété du Crédit Mutuel), 3,8 millions pour le groupe Sud Ouest (famille Lemoine), 2,2 millions pour le groupe La Dépêche (famille Baylet) ou encore 1,7 million pour le groupe Rossel et 1,6 million pour le groupe La Montagne.

« Une refonte du système d'aides à la presse, comme du système de distribution de la presse, est plus que jamais nécessaire » écrivions-nous en juillet 2021. C'est toujours vrai.

Maxime Friot, « Les aides à la presse continuent d'aller aux plus riches », Acrimed.org, 8 septembre 2022.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**12€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)